



Investir dans les populations rurales

## Côte d'Ivoire

---

### **Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion**

### **Rapport de supervision**

Dates de mission: 20 avril 2020 au 30 avril 2020

Date du document: 29/07/2020

Identifiant du projet 1100001590

Numéro du rapport: 5465-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Sigles et acronymes

<b>AC</b>	Agent comptable
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AFOR</b>	Agence du Foncier Rural
<b>AGEROUTE</b>	Agence de Gestion des Routes
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenus
<b>ANO</b>	Avis de Non Objection
<b>ASAP</b>	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
<b>AT</b>	Assistant Technique
<b>BNETD</b>	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
<b>BNI</b>	Banque Nationale d'Investissements
<b>CAFM</b>	Chargé de l'Administration, des Finances et des Marchés (dans les antennes)
<b>CEDAICI</b>	Caisse d'Epargne pour le Développement Agricole et Industriel de la Côte d'Ivoire
<b>CGR</b>	Crédit Groupement Rural
<b>CLEAR</b>	Centers for Learning on Evaluation and Results
<b>CMR</b>	Cadre de Mesures de Rendements
<b>CNRA</b>	Centre National de Recherche Agronomique
<b>COJO</b>	Comité d'évaluation des Offres (évaluation des appels d'offre)
<b>COOPEC</b>	Coopérative d'Epargne et de Crédit
<b>Coordo</b>	Coordonnatrice
<b>COP</b>	Comité d'Orientation et de Pilotage
<b>COPA</b>	Chargé des OPA (dans les antennes)
<b>COPA-CA</b>	Chargé des OPA- Chef d'Antenne
<b>CPA</b>	Chargé de la Production Agricole (dans les antennes)
<b>CRC</b>	Cadres Régionaux de Concertation
<b>CSE</b>	Chargé du Suivi-Evaluation (dans les antennes)
<b>CTC</b>	Chargé de la Transformation et de la Commercialisation (dans les antennes)
<b>DAENF</b>	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
<b>DANO</b>	Demande d'Avis de Non Objection
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DAT</b>	Dotation à Terme
<b>DDA</b>	Directions Départementales de l'Agriculture
<b>DEP</b>	Direction de l'Evaluation des Projet
<b>DGPSP</b>	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
<b>DID</b>	Développement international Desjardins
<b>DNMP</b>	Direction Nationale des Marchés Publics
<b>DPD</b>	Demande de Paiement Direct
<b>DR/ DRA</b>	Directions régionales / Directions régionales de l'Agriculture
<b>DREF</b>	Direction Régionale des Eaux et Forêts
<b>DREF</b>	Direction Régionale des Eaux et Forêts
<b>DRF</b>	Demandes de Remboursement de Fonds

<b>DRMP</b>	Direction Régionale des Marchés Publics
<b>DVR</b>	Digital Video Recorder
<b>ECD</b>	Etats Certifiés de Dépenses
<b>FIDA</b>	Fonds International pour le Développement Agricole
<b>GDTE</b>	Gestion Durable des Terres et des Eaux
<b>ICRISAT</b>	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (Institut International de Recherches sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-Arides)
<b>IF</b>	Institution Financière
<b>MCLAU</b>	Ministère de la construction, du logement, de l'assainissement et de l'urbanisme
<b>MCR</b>	Micro Crédit Rural
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>MINADER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINEF</b>	Ministère des Eaux et Forêts
<b>MINSEDD</b>	Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable
<b>MP</b>	Micro-projet
<b>MPR</b>	Mécanisme de Partage des Risques
<b>OCPV</b>	Office de Commercialisation des Produits Vivriers
<b>OFID</b>	OPEC Fund for International Development
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>ONDR</b>	Office National de Développement de la Riziculture
<b>OP / OPA</b>	Organisation des Producteurs / Organisation des Producteurs Agricoles
<b>ORMS</b>	Operational Results Management System
<b>PND</b>	Plan National de Développement
<b>PNIA2</b>	Programme National d'Investissement Agricole
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRFM</b>	Projet de Reboisement des Flancs des Montagnes
<b>PROPACOM-Ouest</b>	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation extension Ouest
<b>PTBA</b>	Programme de Travail et Budget Annuel
<b>PV</b>	Procès-verbal (Procès-verbaux)
<b>RAF</b>	Responsable Administratif et Financier
<b>RIR</b>	Responsable des Infrastructures Rurales
<b>RMEC</b>	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit
<b>RMP</b>	Revue à Mi-Parcours
<b>RPM</b>	Responsable Passation des Marchés
<b>RSE</b>	Responsable Suivi-Evaluation
<b>SFR</b>	Spécialiste en Finances Rurales
<b>SIG</b>	Système d'Information Géographique
<b>SIM</b>	Système d'information de marchés
<b>SODEXAM</b>	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique
<b>SSE</b>	Système de Suivi-Evaluation
<b>SYGRI /RIMS</b>	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact /Results and Impact Measurement System

<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>TPE</b>	Terminal de paiement électronique
<b>TRE</b>	Taux de Retour
<b>UCP</b>	Unité de Coordination du Projet
<b>UNA</b>	Université Nangui Abrogoua
<b>UNACOOPEC- CI</b>	Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
<b>USD</b>	Dollars des Etats Unis
<b>WAAPP</b>	West African Agricultural Productivity Programme

## A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Côte d'Ivoire	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion	Classification du risque climatique (PESEC):	2
N° du projet:	1100001590	Institution chargée de l'exécution:	Ministry of Agriculture
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Abdoul Barry		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:	Bere, Woroudougou, Folon, Kabadougou, Bafing and Tonpki Regions.		

Date d'approbation:	17/09/2014	Date de réception du dernier rapport d'audit:	30/06/2020
Date de signature:	21/11/2014	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	08/05/2020
Date d'entrée en vigueur:	21/11/2014		
Date d'éligibilité aux décaissements:	03/11/2015	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	9
Date du premier décaissement:	11/11/2015	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	14/05/2018	Délai d'entrée en vigueur:	2 mois
Date d'achèvement prévue:	31/12/2020		
Date d'achèvement actuelle:	31/12/2020		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

## Financement total du projet

<b>Répartition du financement FIDA</b>	IFAD	\$8,541,038
	Debt Sustainability Framework	\$8,541,038
	ASAP Trust Fund	\$3,494,750
<b>Répartition du financement national</b>	Beneficiaries	\$2,488,220
	National Government	\$5,332,247
<b>Répartition du cofinancement</b>	OPEC Fund for International Development	\$10,001,764
<b>Financement total du projet:</b>		<b>\$38,399,057</b>

## Mission en cours

Dates de mission:	20 avril 2020 au 30 avril 2020
Jours sur le terrain:	10 jours

Composition de la mission: Monsieur Abdoul Wahab Barry, Directeur Pays, Chef de mission  
Madame Sarassoro Odile, Chargée de programme Côte d'Ivoire  
Monsieur Agwe Jonathan, Spécialiste technique régional principal en Finance Rurale, marché et entreprises  
Madame Fanny Grandval, Spécialiste Régionale en institutions rurales  
Mademoiselle Aissatou Emma Diallo, Chargée de programme Environnement et Climat  
Madame Cecile Kouakou, Analyste Technique Pays  
Monsieur Amza Tahirou, Expert Organisation Professionnelle Agricole (OPA) et production agricole  
Monsieur Abdoulaye Dicko, Expert en génie rural  
Monsieur Mamadou Diouldé SOW, Spécialiste en passation des marchés  
Monsieur Silué Sionséligam, Directeur de la Direction de l'évaluation des Projets (DEP), MINADER  
Monsieur TRE-BI Marius, Chargé d'Etude, DEP MINADER  
Monsieur Ouattara G. Fabrice Point Focal PIP Ministère du Plan  
Monsieur Zopoh Grégoire, Chef Service MEF/DGTCP/DDPD  
Monsieur Traore Abdoulaye, Sous-Directeur DEP MINADER

Lieux visités: Aucun

## B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

<b>Efficacité en matière de développement</b>	<b>4</b>	<b>Gestion du projet</b>	<b>4</b>
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Nutrition	N/A	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	4

<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>	<b>4</b>	<b>Gestion et exécution financière</b>	<b>4</b>
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	4
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	5
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	4
Qualité de la participation des bénéficiaires	5	Fonds de contrepartie	3
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	3	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	3		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	3		

<b>Pertinence</b>	<b>5</b>
-------------------	----------



## C. Objectifs de la mission et principales conclusions

### Contexte et objectif principal de la mission

Le PROPACOM OUEST, a été restructuré depuis juin 2019 par le Gouvernement de Côte d'Ivoire en collaboration avec le FIDA. Cette restructuration, tout en maintenant les objectifs et composantes du projet, a consisté à (i) réduire, supprimer et intégrer des nouvelles activités structurantes ; (ii) simplifier les approches de mise en œuvre, en se focalisant uniquement sur des activités à impact et réalisables jusqu'en Décembre 2020; (iii) réviser les cibles du cadre logique; et (iv) modifier à la baisse le budget du projet.

Le document de restructuration a été entériné par le FIDA, qui a aussi approuvé l'annulation partielle de la dotation initiale accordée à la Côte d'Ivoire pour la mise en œuvre du projet (Don/prêt FIDA et Don ASAP). Ainsi, la dotation initiale du FIDA d'un montant de 27 080 000 DTS a été réduite d'environ 43%. Il est maintenant d'environ 11 800 000 DTS. Par source de financement le coût du Projet se présente comme suit : (i) Don FIDA: 4 900 000 DTS; Prêt FIDA: 4 900 000 DTS; Don ASAP: 2 000 000. L'amendement de l'accord de financement du projet est en cours signature par les parties prenantes et le FIDA.

Une mission conjointe du Gouvernement de Côte d'Ivoire et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a eu lieu du 20 au 30 octobre 2020, pour réaliser la supervision du Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation extension Ouest (PROPACOM-Ouest). Cette mission intervient 6 mois après la première supervision (Octobre 2019) qui a eu lieu après la restructuration du projet. Elle avait pour objectif général d'apprécier les progrès réalisés par le projet depuis la dernière mission de supervision effectuée en Octobre 2019, de s'assurer que sa restructuration est mise en œuvre de manière satisfaisante. Il s'agissait notamment de: (i) faire l'état des lieux de la mise en œuvre du projet en examinant sa performance globale, ainsi que ses effets sur les groupes cibles; (ii) évaluer la probabilité d'atteindre l'objectif de développement à la fin du projet ; et surtout (iii) s'assurer de la bonne préparation que toutes les dispositions sont prises pour la réussite de l'achèvement du projet. Les objectifs spécifiques sont définis dans les termes de référence de la mission.

En raison de la pandémie de COVID-19, la mission de supervision a été réalisée virtuellement en utilisant les technologies de communication appropriées au télétravail. L'équipe de la mission a travaillé donc principalement en « desk review » à domicile sur la base des documents soumis par l'Unité de Coordination du Projet (UCP) pour mener à bien la mission de supervision.

Sur la base des objectifs ci-dessus, l'équipe de la mission de supervision du PROPACOM-Ouest a tenu plusieurs séances de travail en plénière et en groupe thématique avec l'UCP et les parties prenantes à distance à travers Skype. Certaines rencontres virtuelles ont été organisées avec les prestataires de services et partenaires du Projet. Ces présentations et échanges ont permis de passer en revue : (i) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière supervision; (ii) l'état d'avancement du PROPACOM-Ouest; (iii) le niveau d'appropriation et d'adoption des interventions et des appuis par les OPA bénéficiaires, l'amélioration de leur niveau de maturité, ainsi que la probabilité de leur durabilité à l'achèvement du projet ; (v) la probabilité d'atteinte des objectifs de développement, notamment l'automatisation des groupes cibles; (vi) les difficultés rencontrées et les risques rencontrés par le projet du fait en particulier de la pandémie COVID-19, ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Au terme de la mission, il a été organisé le 04 mai 2020, sous la présidence du Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGSPS) du MINADER, une réunion de restitution des différentes conclusions et recommandations de la mission. A cette réunion, ont été conviés des représentants du Ministère de l'Economie et des Finances, du Ministère du Plan et du Développement, du Ministère en charge du Budget, ainsi que le BNETD, la SODEXAM.

La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités Ivoiriennes. Elle tient particulièrement à remercier l'équipe du Projet et les parties prenantes à l'exécution pour leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

### Principaux accords de mission et conclusions

Six mois après la mission de supervision précédente, Ouest, les taux d'exécution physique et financière du PTBA sous revue (période janvier/mars qui représente 40% du PTBA globale 2020) au 31/03/2020 sont respectivement de 20,3% et 28.%. Ces taux sont contrariés par les retards dans la programmation des principales infrastructures (aménagements, pistes, magasins de stockage, digue de Bobi etc.), qui sont encore au stade de la sélection des prestataires de services, de la contractualisation avec les prestataires de services ou d'exécution. A 8 mois de l'achèvement du projet, le véritable challenge est de terminer tous les travaux d'aménagements hydro agricoles et de construction des infrastructures marchande et la livraison des équipements. Il faudra donc accélérer la mise en œuvre du volet infrastructures rurales et renforcer le suivi de la mise en œuvre du projet.

Sur cette base, il est recommandé de :

(I) Accélérer les processus de recrutement des prestataires de services (Entreprises, contrôle des travaux etc.) pour la réalisation des 22 infrastructures marchandes et 5 ha de sites maraichers. Concernant la réalisation du barrage et des

aménagements connexes de BOBI, faire une supervision mensuelle régulière des travaux effectués par les entreprises de travaux sélectionnées en associant toutes les parties prenantes ;

(II) Préparer l'achèvement en accordant une attention particulière sur l'évaluation de la maturité et la capitalisation des initiatives et bonnes pratiques des OPA en vue de dégager des pistes d'intervention pour le ou les futurs projets ;

(III) Finaliser et opérationnaliser la stratégie de sortie du projet. Cette stratégie de désengagement progressif du projet doit notamment proposer des stratégies pour pérenniser les activités de: (i) bancarisation et accès au crédit; (ii) structuration/formation des OPA et l'accompagnement de leur activités économiques (gestion des intrants, appuis institutionnels et économiques, commercialisation) et; (iii) gestion durable des équipements et des infrastructures marchandes;

(IV) Renforcer le partenariat avec les autres initiatives des structures pérennes (services techniques de l'Etat, faitières d'organisations professionnelles, et partenaires au développement) intervenant dans le domaine des filières agricoles afin d'arrimer les acquis du projet aux objectifs de ces structures et faciliter le désengagement du projet à leur profit;

(V) Renforcer le suivi des activités et des réalisations sur le terrain à travers des supervisions et des réunions régulières avec les prestataires de services.

## D. Vue d'ensemble et avancement du projet

**Exécution physique et financière du projet.** Le PROPACOM OUEST a touché au total 41 594 ménages, soit 82 % de la cible restructurée (50.743 ménages). Le taux de décaissement des ressources extérieures est de 79%. Les taux réels de décaissement demeurent variables par source de financement : (a) Prêt/Don FIDA 84,20% en DTS, (b) Don ASAP, 67,78% en DTS. Le taux d'engagement est respectivement de 96,82% des ressources du Don FIDA et 86,38% des ressources du Don ASAP. Le taux d'exécution financier physique du PTBA sous revue (période janvier/mars qui représente 40% du PTBA globale 2020) au 31/03/2020 sont respectivement de 20,3% et 28 % Les taux physique d'exécution globaux sont respectivement de 62,15% par composante se présentent comme suite : Composante 1/ Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles : 65,30; Composante 2/ Valorisation et mise en marché : 33,61%; Composante 3/ Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs 67,73.

**Structuration et professionnalisation des OPA.** L'examen des rapports des prestataires d'encadrement des OPA et les présentations sur l'exécution du projet par l'UCP ont permis de faire ressortir les acquis suivants (i) la prise de conscience par rapport aux textes régissant le fonctionnement des OPA en Côte d'Ivoire, (ii) la mise en place d'outils de gestion au sein des OPA (livre de caisse, cahier de commercialisation, etc.) (iii) les efforts engagés pour la reconstitution des fonds intrants d'une campagne sur l'autre.

Ces résultats appréciables constatés en matière de formalisation, d'organisation et de structuration interne avec la mise en place des comités techniques, après environ 20 mois d'appui à l'encadrement des OPA par les Opérateurs SIADES et ANADER, dissimulent une faible probabilité d'évolution de la maturité des OPA du fait de leur autonomisation et professionnalisation. En effet, les formations en entrepreneuriat et plan d'affaires, susceptibles de fournir les fondamentaux de base nécessaires à la professionnalisation, programmées en 2020 n'ont pas été réalisées, et les divers appuis n'ont pas été poursuivis, du fait de la décision du Comité de Pilotage du Projet d'interrompre le 31/12/2019 les conventions avec les 2 opérateurs d'appui conseil/structuration en raison des contraintes budgétaires. Face à cette situation, la mission de supervision est d'avis qu'en cette période de désengagement du projet, une évaluation solide de la maturité des OPA, couplée à la stratégie de sortie permettraient de remédier à cette limite. Cette dernière devra inclure dans ses différents axes opérationnels, la poursuite des activités de renforcement de capacités des OPA bénéficiaires en recherchant l'engagement de l'UNACOOPEC qui envisage dans le cadre de son programme d'inclusion financière de soutenir les OPA en matière de commercialisation et professionnalisation. Des partenariats avec d'autres structures ou Projets intervenant dans le même domaine d'activité pourront également être envisagés.

Les principales difficultés rencontrées dans le cadre de l'appui à la structuration et à la professionnalisation sont (i) la proportion importante d'analphabètes parmi les membres des OPA, (ii) la faible connaissance des OPA des produits, concept et risques financiers leur permettant de mieux gérer une relation avec l'institution financière partenaires (iii) le découragement de certaines OPA, particulièrement dans le maraichage et le riz irrigué, du fait du retard accusé pour la mise à disposition des aménagements hydro agricoles voire la suppression des certains aménagements et appuis en intrants.

Tenant compte de ces insuffisances, les formations en alphabétisation des membres des OPA, ont été renforcées avec la planification d'une deuxième vague de formation en l'alphabétisation fonctionnelle de membres OPA, en les affermissant par des sessions de formation en éducation financière. Cette deuxième vague de formation qui concerne 1098 apprenants issus de 45 OPA portera à 2038 le nombre de membres d'OPA ayant bénéficié de formation en alphabétisation, soit un taux de 102% par rapport à la cible de 2000 visées. Toutefois, ces formations qui ont démarré en janvier 2020 ont été suspendues en raison de la fermeture des écoles et établissements scolaires du fait de la Pandémie du COVID-19. Le rapport des missions de supervision effectuées par la DAENF et l'UCP de ces formations a permis de

faire ressortir l'efficacité et l'engouement des bénéficiaires. Les membres des OPA ayant participé à ces formations savent lire, écrire et compter, ce qui a facilité leur formation en éducation financière d'avoir des connaissances en matière d'épargne et de crédit pour mieux gérer leurs revenus, et également leur permettre d'acquérir la confiance nécessaire, de saisir les opportunités de financement mises à leur disposition par l'institution financière. A ce jour, les formations dispensées par les agents de crédit ont permis de toucher 605 sur 1150 membres prévus des OPA dont 322 femmes issues de 24 OPA.

**Amélioration de la productivité et de la production agricole.** Malgré la fourniture de semences et d'intrants de qualité, la production agricole a été tributaire d'une bonne maîtrise de l'eau et adaptation au changement climatique. Pour les aménagements hydro agricoles, les réalisations en cours sont en ligne avec les prévisions de la restructuration et concernent 13 sites totalisant 177,20 ha (soit 70% prévisions) au profit de 13 OPA composées de 1602 membres dont 65,5 % de femmes. Il s'agit de 5 bas-fonds rizicoles (166,2 ha) dont 3 bas-fonds terminés (45,7 ha) et 2 bas-fonds en chantier (120,50 ha) et de 8 sites (11 ha) maraichers (6 ha terminés en 2019, 5 ha en attente de signature marché). Les travaux de la construction du barrage, l'aménagement d'une tranche de 49,50 ha de périmètre irrigué (PI) en aval, ont démarrée. Selon le BNETD, malgré la Pandémie du COVID-19, les entreprises recrutées poursuivent les travaux qui devraient pouvoir être livrés dans les délais à savoir Octobre 2020. Toutefois, la saison des pluies qui débutera en juin est un risque certain pour les entreprises d'accuser un retard important. La mission est d'avis qu'il faudra faire un suivi-rapproché du chantier de BOBI à travers des réunions hebdomadaires et mensuelles et éventuellement envisager une prorogation du délai de livraison. En termes d'adaptation au changement climatique, 227 pluviomètres ont été installés (soit 30,36% de son objectif d'installer 750), 4 stations agro-climatique ont été installées, (soit 33,33% de la cible), et malgré ces retards d'installation 280 messages (77% de la cible) ont été diffusées. Le reste des installations prévues en mai 2020 pour une durée d'installation et de suivi d'environ quatre (4) mois est fortement contrarié par le COVID-19. En effet cette situation sanitaire limiterait les déplacements de la SODEXAM qui rencontrait avant la Pandémie déjà des difficultés pour mobiliser les ressources humaines et la logistique nécessaires pour accélérer non seulement l'installation des pluviomètres restants mais aussi celle des 8 stations agro-climatiques (4 des 12 stations ont été installées).

Toutefois, bien que les contraintes rencontrées n'aient pas permis d'atteindre le niveau de rendement escomptés (2 T/ha riz pluvial, 2T/ha maïs, 15T/ha manioc), par rapport au rendement initial (1T/ha pour le riz pluvial, 0,2T/ha pour le maïs et 3-10T/ha pour le manioc), l'appui du PROPACOM OUEST a été très bénéfique aux groupes cibles en termes de contribution à la sécurité alimentaire. L'augmentation et la stabilité de la production ont rendu possible la constitution de stocks et la couverture des besoins alimentaires durant la période de soudure. La commercialisation des produits agricoles a contribué à l'augmentation de revenus agricoles supplémentaires. Même si ces revenus additionnels n'ont pas permis de faire face au remboursement des crédits équipement, ils ont permis aux producteurs de subvenir à leur besoin de base (scolarité des enfants, santé, etc.). Le taux d'adoption des techniques et des technologies avoisine les 100% et les taux de germination des semences sont de l'ordre de 80 à 100% selon les sites et les OPA. Concernant la reconstitution des fonds intrants, entre 15 et 95% des OPA ont pu reconstituer leurs intrants (semences et intrants), ce qui a permis de continuer de produire. Les capacités des OPA à maintenir les services de conseil agricole après le projet restent une préoccupation majeure. Les relais endogènes, les CGA, les comités de commercialisation, les comités de reconstitution des fonds intrants et les alphabétiseurs doivent faire l'objet d'évaluation, de capitalisation des acquis et expériences réussies.

L'expérience du financement des activités agricoles à travers les institutions des finances rurales en vue de leur pérennisation a connu un succès mitigé. En effet, la mise en œuvre de ce volet a permis à 1083 membres d'OPA sur 3246 soit un taux de réalisation de 33,36% (légèrement au-dessus du taux de bancarisation en Côte d'Ivoire : 20%) d'avoir accès à différents services financiers (épargne, crédit, micro-assurance, services d'argent mobile, etc.). Sur le portefeuille de prêts prévu de 290,6 millions de francs, 131 millions de francs ont été accordés (taux de réalisation de 45%). Les prêts ont été accordés par l'UNACOOPEC à un taux d'intérêt de 1% par mois (12% PA) sur un plan dégressif (taux d'intérêt dégressif). Sur ce portefeuille de prêts de 131 millions de francs, environ 63 millions de francs sont allés à 20 OPA, qui ont enregistré un taux de remboursement de 55% (taux des impayés de 45%), tandis que 62 millions de francs (en microcrédit), ont été accordés à 300 individus et ces emprunteurs ont enregistré un taux de remboursement de 67% (taux des impayés de 33%). Cette performance financière insatisfaisante au regard des taux de remboursement est liée à des facteurs non financiers: (i) semis tardif par les bénéficiaires en raison de la distribution tardive des intrants; (ii) faibles rendements; (iii) manque de compétences en entrepreneuriat et en planification d'entreprise (BDS) pour les bénéficiaires. Dans le cadre de la gestion des savoirs, il convient de documenter, par une analyse approfondie, toutes les causes des taux faibles à moyens de remboursement des crédits par les OPA, y compris celles liées à l'UNACOOPEC.

**Amélioration de la valorisation des produits agricoles.** La transformation des produits est encore timide car contrariée par les retards accusés pour mettre à disposition les abris et magasins de stockage et de la dernière vague d'équipement. Elle concerne généralement la pâte de manioc et l'Attiéké (semoule de manioc). UCVOM et SANGAMI sont notamment toujours en attente de leurs équipements de transformation. La mission a constaté des insuffisances au niveau de l'utilisation et la gestion des équipements, mais aussi en ce qui concerne les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) pour garantir la sécurité sanitaire des aliments. Certaines OPA ne peuvent pas encore valoriser leurs équipements car en attente de la construction d'abris par le Projet. Les retards accusés par la construction des infrastructures marchandes ont aussi contrarié la qualité des produits et augmenté les pertes post-récolte et l'opérationnalisation des équipements de transformation. Il s'agit de : 1 Centre de groupage, 9 magasins de stockage, 9 abris ordinaires pour équipements, 1 abri de prétraitement de manioc et 1 abri de transformation et de conditionnement de manioc, et la construction d'une clôture

autour d'une unité existante de transformation. Ces infrastructures bénéficiant à 22 OPA sont en cours de passation des marchés. Pour le contrôle des travaux, l'UCP compte faire recours aux directions régionales de la construction, du logement et de l'urbanisme de Worodougou et de Tonkpi. En termes de piste rurales, il est seulement envisagé le traitement de la piste de desserte de 4,2 km de la tranche de 49,50 ha du périmètre irrigué de BOBI et éventuellement de la piste d'accès de 4 km au barrage dans les limites du reliquat disponible de la convention MOD BNETD. Bien que certaines OPA (37) aient eu accès au système d'information sur les marchés mis en place par RONGEAD, les appuis du Projet en matière de commercialisation ont été faibles en raison de l'absence d'une véritable stratégie de commercialisation basée sur une approche chaînes de valeur privilégiant la recherche de débouchés avant de produire. Pour pallier les problèmes de marché de certaines OPA, le Projet facilite les contacts avec UCVOM et SANGAMI.

**Préparation de l'achèvement du Projet.** Le 31 décembre 2020, le PROPACOM OUEST sera achevé et avant cette date un certain nombre de mesures doivent être prises pour réussir cette fin de projet. Pour cela, l'UCP doit veiller à réduire les activités à exécuter, ne pas programmer de nouveaux engagements et se concentrer plutôt sur la préparation de l'achèvement du projet. L'achèvement du projet est un processus qui est de la responsabilité de la partie nationale. Il a pour but de permettre au Gouvernement de respecter son obligation redditionnelle en soumettant au FIDA le rapport d'achèvement du projet. Le processus d'achèvement du projet qui a démarré au début de l'année 2020, dernière année d'exécution du projet doit s'articuler autour de trois principes directeurs: la planification, l'analyse et la participation. C'est ainsi que lors de la présente supervision, la mission a défini avec l'UCP un calendrier précis et fixé des jalons pour guider les différentes activités prévues pendant cette période (cf. annexe technique). Ce planning comprend une étape préalable à la revue (période préparatoire) et une étape de réalisation de la mission de revue d'achèvement. Il prévoit la réalisation d'enquêtes et d'études thématiques et aussi des consultations avec les parties prenantes.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Barrage de Bobi et aménagement du périmètre irrigué en aval : Utilisation du reliquat disponible (sur la Convention MOD et sur le budget du Projet) - Supervision et contrôle des travaux</b>  - Faire une évaluation des points critiques à traiter sur la piste d'accès au barrage et sur cette base faire une proposition d'utilisation du reliquat en priorisant : o Les travaux de réhabilitation de la piste de désertes du périmètre (4km) et le reste de l'aménagement des superficies en aval (55,91 ha) à l'entreprise ayant obtenu le lot 3 ; o 7 ha de périmètres maraîchers restants (hors MOD : ceci si c'est possible en adoptant une procédure accélérée ou gré à gré de passation de marchés (avenant aux contrats des entreprises sélectionnées pour les travaux d'aménagement de la première tranche de 5 ha de sites maraîchers).	UCP/BNETD	05/2020
<b>Mission de suivi de la MOD et des travaux d'infrastructure rurale</b>  Organiser une mission de suivi du MOD et des travaux d'infrastructures rurales (barrage, piste rurale, infrastructure marchandes, aménagement des sites maraichers et rizicoles, etc.)	FIDA/MINADER	08/2020
<b>Achèvement du projet : Collecte de données</b>  Mettre à disposition de l'UCP un statisticien de la DGSP du MINADER pour appuyer l'UCP dans la préparation des données économiques de l'analyse économique et financière ou bien recruter un consultant-expert dans ce domaine  Immédiate et continue	MINADER/UCP	10/2020

<b>Evaluation des OPA</b>  Recruter un consultant indépendant pour effectuer une évaluation complète des OPA ciblées par le Projet en administrant l'outil d'évaluation de leur maturité et en capitalisant leurs mécanismes d'offre de services à leurs membres et de développement de relations stratégiques avec les autres acteurs des chaînes de valeur (cette activité sera donc refléter dans le PTBA et le PPM qui seront révisés en conséquence)	RSE/CSE/CPA	12/2020
<b>Stratégie de sortie du volet appui aux OPA</b>  Associer les institutions de la profession agricole (organisations faitières des producteurs, interprofessions, plateformes d'OP/OSC en appui à l'agriculture familiale) aux réflexions sur la stratégie de sortie du projet	Coordo	12/2020
<b>Avenant UNACOOPEC et finalisation des nantissements</b>  Finaliser l'Avenant UNACOOPEC pour ne pas créer des dépenses inéligibles et faciliter l'établissement et de l'exécution du contrat de gage entre UNACOOPEC et les OPA	RPM/UNACOOPEC/Cabinet légal	12/2020
<b>Mise en place unilatéralement de garantie supplémentaire</b>  Informé par écrit l'UNACOOPEC que décision sa unilatérale d'exiger une contribution supplémentaire de 10% de l'OPA pour les prêts de 10 millions de francs et plus, n'est pas acceptable car entraînerait une révision de l'accord de financement avec le FIDA, ce qui n'est pas conseillé dans l'année d'achèvement du projet	MINADER/FIDA/UCP	05/2021

## E. Exécution du projet

### a. Efficacité en matière de développement

#### Efficacité en matière de développement

**Efficacité**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Le projet a pris les mesures nécessaires en vue de réaliser les objectifs définis lors de la restructuration mais les contraintes budgétaires et la faible performance de certains partenaires de mise en œuvre pourraient limiter les résultats escomptés. Le PTBA 2020 contraint par les limites des budgets disponibles a couvert tous les investissements restants (aménagements hydro agricoles, infrastructures marchandes) ainsi que certaines actions d'accompagnement des bénéficiaires.

Certains partenaires comme l'UCVOM et la société privée SANGAMI (bénéficiant de l'appui du projet) sont rentrés dans une logique de contractualisation avec les OPA. En revanche la formation en entrepreneuriat agricole et plan d'affaires n'a pas eu lieu et globalement, les capacités des OPA à maintenir les services de conseil agricole après le projet restent une préoccupation majeure qui sera prise en compte dans le cadre de la stratégie de sortie.

#### Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Le PROPACOM a mis l'accent sur la sensibilisation des OPA à la reconstitution des fonds intrants : des comités de suivi de la reconstitution ont été mis en place au sein de chaque OPA ; les membres de ces comités ont été formés sur la

procédure de reconstitution des fonds intrants. Leur rôle au sein de l'OPA est de suivre, sous la supervision du Technicien Spécialisé en OPA (TSOPA) du prestataire ('ANADER, SIADES), la reconstitution des fonds intrants au niveau des producteurs leaders. Or les contrats des prestataires ont été suspendus et l'accompagnement est maintenant réduit. Il faudra évaluer sérieusement la capacité de fonctionnement de ces comités.

**L'Alphabétisation** a un potentiel énorme pour soutenir l'autonomisation des bénéficiaires, en particulier les femmes. Les activités d'alphabétisation ont bénéficié à 44 alphabétiseurs sur 45 prévus, soit 98,15% de réalisation. En tant qu'élément clé de la durabilité des actions du projet, elle a eu plus d'engouement que prévu. Elle a permis aux bénéficiaires une certaine ouverture d'esprit et une capacité de mieux maîtriser et raisonner l'activité agricole.

**Commercialisation.** Sur ce volet, 2 693 membres des OPA ont été formés sur 5 214, soit 51,65%, 37 OPA ont eu accès à l'information sur les marchés. Des plans de campagne sont élaborés en début de chaque campagne de production pour fixer les objectifs et anticiper sur les mesures à prendre pour optimiser la production et les revenus issus de la mise en marché. La mission a noté selon les cadres du projet qu'il n'y a pas de manque de marché pour la commercialisation du riz, maïs et manioc. Les négociations et ventes ont été informelles entre les producteurs et les acheteurs. Les volumes commercialisés sont difficilement connus car les données n'ont pas été captées par le projet. La commercialisation groupée se met en place pour le manioc avec un système de contractualisation en cours au niveau des OPA assez organisées comme UCVOM qui a des contrats de livraison de la pâte de manioc au-delà de la Côte d'Ivoire notamment au Burkina Faso avec les sociétés coopératives. UCVOM dispose d'un plan stratégique et d'états financiers pour 2018 et 2019.

**Les engagements d'aménagements hydro agricoles** se chiffrent à 177,20 ha représentant, 70 % de la cible de restructuration. Il s'agit de : (i) 8 sites maraichers couvrant 11 ha ( 47,8% de la cible restructuration) dont 3 sites de 6 ha aménagés et mis en exploitation en 2019 (2,5 ha dans la Région de Worodougou et 3,5 ha dans celle de Tonkpi) et 5 sites de 5 ha dans le département de Touba (marchés en cours d'approbation) ; (ii) Cinq (5) sites rizicoles totalisant 166,26 ha ( 72% de la cible de 232 ha ) dont 3 sites totalisant 45,7 ha terminés (Loupleu 24 ha, Lohou 9,7 ha et Bemakaha 12 ha), un site de 71 ha (Sema S/préfecture de Sipilou) sous régie avec 60% d'exécution et le site de Bobi (tranche de 49,50 ha) en début de travaux. Le site de Sema mis sous régie en Novembre 2019 (CF recommandations mission de supervision octobre 2019), accuse du retard par rapport à la date du 31/03/2020 retenue pour la fin des travaux. Les travaux du barrage de Bobi et d'une tranche de 49,50 ha de périmètre irrigué en aval souffrent d'une faible mobilisation (33-36% selon le marché) d'engins de terrassement avec un risque d'inachèvement élevé pour le barrage compte tenu du démarrage imminent de la saison des pluies.

**Les réalisations des pistes rurales** en cours ne portent que sur 4,2 km (10,2% prévisions) de piste de desserte de la tranche de 49,50 ha de périmètre en aval du barrage de Bobi, par suite de la réduction des objectifs dans le PTBA 2020. Concernant les infrastructures marchandes, sur une prévision initiale de 30 infrastructures, les engagements portent sur 22 infrastructures<sup>[1]</sup> (73,3%) pour lesquelles la sélection des entreprises chargées des travaux est au stade d'approbation des résultats d'évaluation des offres.

Pour les 5 sites maraichers et les 22 infrastructures marchandes en cours d'engagement, l'UCP envisage de faire recours à la DMEME et aux directions régionales de la construction, du logement et de l'urbanisme (DRCLU) de Worodougou et de Tonkpi et a pour ce faire élaborer des conventions de collaboration. La mission a revu les TDR et recommande que chaque service assure une supervision mensuelle des chantiers et affecte des techniciens/contrôleurs dont le nombre sera fonction du nombre de site et du nombre de lot de travaux par région.

Composition des infrastructures marchandes retenues : 1 Centre de groupage, 9 magasins de stockage, 9 abris ordinaires pour équipements, 1 abri de prétraitement de manioc et 1 abri de transformation et de conditionnement de manioc, et la construction d'une clôture autour d'une unité existante de transformation.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Barrage de Bobi et aménagement du périmètre irrigué en aval</b>  Supervision et contrôle des travaux : -Instaurer des réunions de supervision mensuelle des chantiers regroupant tous les acteurs (entreprises, BNETD, UCP, DMEME et COOP-DABO...) pour assurer un suivi régulier des chantiers ; - Veiller à ce que le BNETD mette en demeure les entreprises ABC et MAELY pour finaliser la mobilisation des engins et matériels conformément aux marchés et pour le respect strict des délais d'exécution ;	Consultant GR	04/2020
<b>Suivi des travaux des Aménagement hydroagricoles (rizicoles et maraichers) et infrastructures marchandes</b>  - Prioriser le recrutement d'un consultant en Génie Rural pour la supervision et le suivi rapproché des aménagements hydroagricoles.  En cas d'échec, envisagé un cahier de charge avec la DMEME, a cet effet : Prévoir l'affectation sur terrain d'un (1) technicien pour le contrôle des travaux des 5 sites maraichers et une supervision mensuelle des chantiers par 1 ingénieur expérimenté de la DMEME avec la participation des autres acteurs (UCP, entreprises, OPA). Le coût de la mission devra être composé de frais mission, frais de transport et frais de communication.	Consultant PM/RAF/UCP	04/2020
<b>Suivi des travaux des infrastructures marchandes</b>  - Prioriser le suivi des travaux des infrastructures marchandes par le consultant en Génie Rural recruté pour la supervision et le suivi rapproché des infrastructures Hydroagricoles et infrastructures rurales (recommandation ci-dessus).  En cas d'échec, cahier de charges ( frais de mission, transport et communication) avec la DR-CLU de Worodougou et Tonkpi : Prévoir l'affectation sur chantier d'un technicien pour le contrôle des travaux par lot de travaux ou groupes de lots en fonction du nombre de sites (1 technicien-contrôleur pour la DR-CLU de Séguéla, 3 techniciens contrôleurs pour la DR-CLU de Man) ; Chaque direction régionale, doit assurer la supervision mensuelle des travaux d'infrastructures de sa zone d'action par un ingénieur expérimenté, tout en associant les autres acteurs (UCP, OPA, entreprises)	Consultant PM/UCP	12/2020
<b>Appropriation et pérennisation</b>  Dans le cadre de la stratégie de sortie, renforcer la supervision des activités d'alphabétisation par le DAENF en vue d'une meilleure appropriation et pérennisation ; et assurer la mise à disposition ses différents modules issus des Curricula de formation aux relais endogènes,	UCP/DANEF	12/2020

## Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 4

Notation précédente: 4

### Justification de la note

Le PROPACOM Ouest a appuyé 147 OPA de petits producteurs, représentant 6335 ménages touchés sur 7249 (87%). Cela équivaut à 44345 personnes touchées sur 59743, soit 87% de la cible finale. Conformément aux objectifs fixés en matière de genre (40% de femmes et 20% de jeunes), 61% de femmes et 29% de jeunes ont bénéficié des services promus par le projet. Les filières sélectionnées sont fortement susceptibles d'avoir un impact sur les revenus et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, ainsi que des possibilités d'insertion des jeunes.

La mission a constaté que, conformément à la décision prise lors de la restructuration, le projet a ciblé une société de statut privé, SANGAMI, et a décidé de lui octroyer une subvention d'équipements sans contrepartie financière. La sélection de l'entreprise privée SANGAMI est stratégique. Elle représente un point structurant pour les petits producteurs de manioc. Toutefois les relations contractuelles équitables n'ont pas été pour l'instant concrétisées ni formalisées entre SANGAMI et les OPA de production de manioc, notamment en matière de prix.

### Principaux problèmes

La participation des OPA étant à la demande, les appuis du projet répondent à leurs besoins. Par ailleurs les OPA bénéficient d'actions de sensibilisation et d'appui pour formuler leurs besoins : l'UCP a contracté avec la fondation SEAMAUL pour former et sensibiliser les OPA au changement de mentalité. Un Consultant recruté par le projet a apporté un appui à l'expression des besoins des OPA et à la détermination des spécifications techniques des équipements en vue de leur acquisition. Et une étude commanditée par le projet a permis de recueillir les attentes des alphabétiseurs endogènes et des responsables des OPA.

L'UCP a développé plusieurs initiatives de partenariat avec des structures pérennes qui non seulement ont une expertise avérée dans leurs domaines respectifs mais ont une bonne connaissance du monde rural en Côte d'Ivoire. (i) la SODEXAM est intervenue pour une meilleure adaptation des exploitations agricoles aux changements climatiques ; (ii) l'ANADER structure incontournable pour l'appui conseil et la vulgarisation agricoles en Côte d'Ivoire a apporté son appui au projet. (iii) l'UNACOOPEC qui est à sa première expérience dans le financement des petits producteurs a bénéficié d'un appui institutionnel de la part du projet pour faciliter la bancarisation des OPA bénéficiaires et leurs membres afin de faire face à leurs besoins en financement. (iv) la fondation SEAMAUL à former et sensibiliser au changement de mentalité; et (v) la DAENF a pris en charge le volet alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA bénéficiaires en lien avec stratégie nationale d'alphabétisation.

En revanche, la mission a fait plusieurs constats sur le niveau atteint par les OPA : (i) suite à l'arrêt des conventions avec les opérateurs, l'UCP estime que environ un tiers des 147 OPA accompagnées par le PROPACOM-Ouest parvient à opérer et à fournir certains services à leurs membres ; (ii) d'après les évaluations de maturité effectuées par les opérateurs, beaucoup d'OPA restent au niveau 1 malgré les appuis, (iii) certaines OPA souffrent de problèmes profonds de gouvernance/gestion interne/leadership avec certaines qui ne sont plus fonctionnelles. Ces aspects pourraient révéler un ciblage initial moyennement performant.

Les appuis actuels apportés à l'Union UCVOM sont pertinents et l'un des enseignements clés du PROPACOM-Ouest est que le ciblage par les OPA structurées (donc les unions existantes) est probablement la meilleure approche pour avoir un effet multiplicateur et amener d'autres OPA à se structurer au sein de cette Union (où à en former dans d'autres régions). Cette piste sera à explorer prioritairement dans le cadre de projets futurs.

La société privée SANGAMI est rentrée dans une logique de contractualisation avec les OPA bénéficiaires des appuis du PROPACOM OUEST. Les discussions sur la question des prix qui diverge les deux parties sont en cours et devraient permettre d'aboutir à une compréhension commune et une prise en compte des intérêts de chacun et de bâtir une relation durable d'affaire.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Modèle structurant avec le secteur privé</b>  Intégrer dans le contrat d'accompagnement de SANGAMI une clause de principe sur la contractualisation avec les OPA bénéficiaires du projet notamment en termes de dialogue et de négociation concernant les prix	Coordo/UCP	12/2020

**Égalité des sexes et participation des femmes**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

Depuis mars 2017, le projet dispose d'une stratégie genre, ciblage et inclusion des jeunes assortie d'un plan d'action budgétisé sur la période 2017-2020. La stratégie s'appuie sur le mécanisme et les principes et approches de " ciblage et genre "contenus dans le DCP du PROPACOM Ouest.

Cependant la mission a constaté qu'il n'existe pas de spécialiste genre au sein de l'équipe de gestion, un responsable en charge des questions relatives au genre a été désigné mais ses responsabilités n'ont pas été clairement définies. Par conséquent, le plan d'action genre ne transparait par dans la mise en œuvre du projet.

Les données recueillies par les prestataires sont désagrégées par sexe et par âge. Cependant, la cellule de S&E du projet ne le reflète pas systématiquement dans le cadre logique. Et aucune analyse différenciée n'est effectuée pour rendre visible l'impact du projet sur les catégories de bénéficiaires les plus vulnérables.

### Principaux problèmes



La stratégie de ciblage genre et inclusion des jeunes s'appuie sur le mécanisme d'intervention global contenu dans le DCP du PROPACOM Ouest. Il est basé sur quatre axes stratégiques d'intervention ci-après:

- Amélioration de l'accès des femmes et des jeunes dans le financement des demandes des OPA;
- Amélioration du suivi et de la visibilité de l'impact des actions du projet sur les cibles prioritaires;
- Renforcement de l'adhésion des acteurs de la mise en œuvre et des OPA à la promotion des jeunes et à l'équité de genre dans leurs actions/activités.
- Participation du PROPACOM au dialogue politique et de plaidoyer pour le renforcement de l'accès au foncier sécurisé aux OPA, et à la terre et aux femmes et aux jeunes des deux sexes.

En vue d'opérationnaliser cette stratégie, en mai 2018, la Coordination du Projet avait désigné le chargé des OPA de Man (et chef d'antenne) point focal genre. Malheureusement, suite à la restructuration du projet le poste du chargé des OPA a été supprimé. Par ailleurs, les appels d'offres lancés pour recruter le consultant en charge de l'opérationnalisation la stratégie genre sont restés infructueux. Ainsi le RSE a été nommé pour prendre en charge la question du genre, sans toutefois préciser ses rôles et responsabilités liés à la fonction. La mission a constaté qu'aucune action spécifique en matière de genre n'a été entreprise. Néanmoins la revue documentaire a permis de constater, au travers des données sur les principales activités conduites par les prestataires et partenaires que les femmes et les jeunes participent activement aux activités du projet. Selon la répartition par sexe et par âge des données remontées par ces derniers, 2044 jeunes (29%) ont bénéficié de services promus par le projet. Les femmes représentent 61% des producteurs soutenus par le projet.

En terme d'effet bénéfique, malgré les faibles performances en termes de production et de productivité agricoles, l'appui du PROPACOM OUEST a été très bénéfique aux groupes cibles tant en termes de contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'augmentation et la stabilité de la production qui a permis la constitution de stock et la couverture des besoins alimentaires durant la période de soudure, que de réduction de la pauvreté par la création de revenus agricoles.

Au niveau des populations prioritaires, il ressort qu'au 31 décembre 2019, 3042 femmes sur 6003 producteurs ont eu accès aux facteurs de production (intrants agricoles). Elles représentent 50% des bénéficiaires ayant reçu des services de conseil agricole. Du point de vue de l'accès aux services financiers, 240 femmes (47%) ont eu accès à l'épargne. Elles représentent 59% des producteurs ruraux ayant eu accès aux crédits dont des prêts individuels pour développer des activités génératrices de revenus. Par ailleurs les femmes (53% des bénéficiaires) ont été formées en éducation financière leur permettant d'améliorer leurs connaissances sur les produits, concepts et risques financiers améliorant ainsi leur compétence en budgétisation, épargne, gestion de la dette, services financiers et négociation financière. Toutefois, en termes de réduction de la pénibilité du travail, l'effet du projet sur les bénéficiaires pourrait être faible : le taux de réalisation en aménagements de sites maraichers est de 18% à date, par rapport aux prévisions. Le taux de réalisation des équipements post-récoltes reste également faible (18% contre 100% attendu au 31 décembre 2019), alors que ces investissements sont susceptibles d'avoir un effet plus marqué sur les femmes et les jeunes, majoritairement investis dans les maillons de la transformation et de la commercialisation.

Une évaluation d'effet est prévue à la fin du projet dans le cadre de « étude de pré-évaluation et de pré-collecte des données socioéconomiques complémentaires pour les mesures d'effets du PROPACOM-Ouest » notamment sur le genre.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Impact du projet sur les populations les plus vulnérables</b>  Entreprendre de façon ponctuelle, des analyses différenciées pour rendre visible l'impact du projet sur les catégories de bénéficiaires les plus vulnérables	RSE/UCP	06/2020
<b>Inclusion des jeunes</b>  Désagréger les données du projet par âge en vue d'assurer un meilleur suivi des actions du projet en faveur des jeunes	RSE/UCP	12/2020

**Productivité agricole**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Les productions agricoles obtenues sont essentiellement limitées aux spéculations pluviales avec une productivité limitée. Elles sont respectivement de 1 640,28 tonnes pour le riz pluvial, soit 70,71% de réalisation, 4 983,79 tonnes de maïs, soit 99,78% par rapport aux prévisions et 12 401,4 tonnes de manioc, soit 63,39% de réalisation. Les rendements ont été de 67,38% (1,35 T/ha sur 2T/ha) pour le riz pluvial, 66,97% pour le maïs (1,34 T/ha sur 2T/ha) et 85,98% (10,37 T/ha sur 15T/ha) pour le manioc.

La mise en place des intrants a été effective dans les proportions de 100% pour les semences de riz pluvial, maïs et les boutures de manioc, soit 67,60 tonnes, 64,32 tonnes et 10 710 025 boutures. Les engrais et herbicides ont été placés à

plus de 91%, soit 813,95 tonnes de NPK, 464,50 tonnes d'urée et 25 253 litres d'herbicide. Les taux de germination des semences (80-100%) et la qualité des engrais ont été appréciés par les producteurs.

### **Principaux problèmes**

Potentiellement les aménagements hydro agricoles contribuent fortement à l'amélioration de la productivité agricole à travers une meilleure maîtrise de l'eau, une intensification des cultures. Les périmètres maraichers constituent une source importante de revenus et de diversification nutritionnelle pour les enfants et les femmes qui constituent les principaux bénéficiaires du projet. Malheureusement, la concrétisation des plus-values escomptées se manifeste lentement en raison du retard dans le calendrier de livraison des sites à aménager avec seulement 3 sites maraichers de 6 ha mis en exploitation en 2019 et 3 sites rizicoles (45,7 ha) terminés en fin décembre 2019 et exploitables à partir de 2020. Deux sites rizicoles (Sema 71 ha, Bobi 49,50 ha) sont encore en chantier et ne seront exploitables qu'en 2021 ainsi que les 5 sites (5 ha) maraichers dont les marchés de travaux sont en cours d'approbation.

Les difficultés de production relevées concernent la faible maîtrise et collaboration pour la remontée des données économiques fiables de production et de commercialisation par les OPA et les prestataires de la structuration et appui conseil. Concernant les rendements, les producteurs sous estiment pour plusieurs raisons, les données réelles fournies à la collecte. Sur le Manioc en particulier, il a été noté des problèmes de pourriture suite à l'application non nécessaire d'engrais. Pour le maraîchage, les difficultés majeures ont été le retard dans la livraison des semences, les ruptures de l'eau d'irrigation et les sécheresses qui n'ont permis d'obtenir des productions.

Par endroit, les prestataires ont noté dans les rapports d'activités que le nombre de producteurs identifiés par campagne peut baisser jusqu'à 26% par rapport à la précédente campagne. Les motifs seraient la démotivation des producteurs victimes des sinistres, tels que l'inondation, l'arrêt des pluies, les attaques sévères de chenilles légionnaires, les difficultés d'engrènage du maïs et de commercialisation, etc...

L'accès des producteurs aux paquets technologiques (6003 producteurs sur une cible restructurée de 7 249, 83% de réalisation) et aux formations in situ et en salle, suivies de visites d'échanges sur les techniques de production agricole (5 660 bénéficiaires de 106 OPA sur 6 849 prévus à la RMP, soit 83%), ont permis d'emblaver 100% des superficies prévues pour le riz pluvial, le maïs, le manioc et 17,39% des superficies prévues de maraîchage. Ces bénéficiaires ont en outre été sensibilisés sur la reconstitution des fonds intrants qui a été effective jusqu'à 95% chez certaines OPA.

La formation sur la gestion des intrants a bénéficié à 301 producteurs sur une prévision de 474, soit 63,50%. Concernant les herbicides, toutes les OPA ont été formées à leur utilisation ainsi que sur la gestion des emballages.

Dans le cadre de la valorisation et pérennisation des derniers sites aménagés qui seront livrés avant l'achèvement, l'UCP réfléchi à une dernière mise en place d'intrants par le MINADER dans le cadre du programme COVI19 et un encadrement par les directions régionales du développement rural.

Les contrats des prestataires d'appui à la structuration et à l'appui conseil ont été arrêtés brutalement en décembre 2019 avant la fin des prestations faute de ressources pendant que les dynamiques organisationnelles et économiques sont en pleine émergence. Cependant, les actions du projet en termes d'identification et de formation des membres des CGA (comité de gestion des aménagements), des relais endogènes (2 par OPA) en appui-conseil sur les techniques agricoles, en alphabétisation, les sensibilisations sur la reconstitution des fonds intrants ainsi que les formations en cours sur l'éducation financière, laissent entrevoir une certaine durabilité des services économiques aux producteurs. Mais les capacités des OPA à maintenir les services de conseil agricole après le projet restent une préoccupation majeure. Il convient d'évaluer et de capitaliser les capacités des différentes structures mises en place par le projet notamment les relais endogènes, CGA, comité de commercialisation, alphabétiseurs pour soutenir la pérennisation des activités à l'achèvement.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Accès aux intrants agricoles des producteurs intervenant sur les sites en cours d'aménagement</b>  Mettre à disposition du MINADER, les informations sur les derniers aménagements en vue d'une mise en place éventuelle d'intrants dans le cadre du programme COVID19	UCP/MINADER	12/2020
<b>Evaluation du mécanisme de reconstitution des fonds intrants</b>  Evaluer la capacité de reconstitution des fonds d'intrants, renforcer la sensibilisation des OPA et verser dans la stratégie de sortie	RSE/CSE/CPA	12/2020
<b>Capitalisation et diffusion de l'expérience de UCVOM</b>  Finaliser les appuis d'équipements prévus pour UCVOM, capitaliser et diffuser son expérience auprès des autres OPA	RSE/CSE/CPA	12/2020

**Nutrition** **Note: N/A**

**Adaptation aux changements climatiques** **Note: 4** **Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Le projet a fait des progrès sur les thèmes de changement climatique. Il a acquis 750 pluviomètres dont 227 installés ainsi que 12 stations agro-météorologiques dont 4 installées, transmettant déjà des données climatiques et agro-météorologiques, et 8 en cours d'installation. 535 petits exploitants bénéficiaires ont été formés à l'utilisation de ces équipements. Le projet a également renforcé la résilience climatique dans sa zone avec la diffusion régulière de 280 messages de prévisions climatiques sur les radios locales ainsi que le reboisement de 245 ha dans les régions de Tonkpi et Worodougou (Projet Flancs des montagnes/ Projet Muraille verte).

#### Principaux problèmes

Plusieurs problèmes ont été rencontrés dans la mise en œuvre du volet ASAP dont: (i) la difficulté d'acquisition des câbles et de caisse d'outils par l'UNOPS pour l'installation des stations agro-météorologiques; (ii) la lenteur dans l'installation des pluviomètres à cause de la mobilité réduite de la SODEXAM due aux mesures de restriction face à la situation du COVID 19 et à l'absence de véhicule projet; (iii) l'impossibilité de réalisation des ateliers de formation, d'accompagnement et de conseils dans l'utilisation des pluviomètres installés au niveau des organisations paysannes due à l'interdiction de rassemblement de plus 50 personnes pour faire face au COVID 19; (iv) la non-acceptation des superficies reboisées et leurs coûts de prestation par le MINEF de la mission d'évaluation des conventions avec le Projet Muraille verte et le Projet Flanc et enfin; (v) la lenteur dans la réalisation des aménagements hydro-agricoles à cause du retard dans la mise à disposition des ressources financières de la régie.

À huit (8) mois de la fin du Projet, il est primordial d'accélérer la mise en œuvre du volet ASAP, en mettant l'accent sur la réalisation du barrage de Bobi et des aménagements hydro agricoles, tout en s'assurant que le BNETD mobilise suffisamment de ressources financières pour mettre en place les activités de l'étude sur l'impact environnemental et social dans la phase de construction du barrage.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Païement des sous-traitants</b>  Contrôle et supervision des travaux de reboisement (Projet Flanc des Montagnes et Projet Muraille Verte) Régulariser les factures aux prix réels tels que mentionnés dans chaque convention pour solder les comptes de chaque prestation effectivement réalisée.	MINEF/MINADER/UCP	04/2020
<b>exécution des activités de formation par la SODEXAM</b>  Mettre à la disposition du Projet par la SODEXAM d'un chauffeur ainsi du planning d'utilisation du véhicule, qui doit être restitué avant l'arrêt de la convention afin d'accélérer l'exécution de formation des bénéficiaires et des agents d'encadrement agricole.	DEP/SODEXAM/FIDA	04/2020
<b>Exécution de formation des agriculteurs OPA bénéficiaires et des agents d'encadrement agricole</b>  Au cas où les mesures de restriction face à la situation du COVID 19 continuent jusqu'en mi-Juin 2020, accélérer la formation des OPA et agents encadrement agricole à la collecte des données de pluies et à l'utilisation des informations agro météorologiques en: - Réduisant le nombre de personnes par formation (max 50 personnes) - Faisant une formation de formateurs (même de façon virtuelle)	UNOPS/UCP/SODEXAM	06/2020
<b>Installation des pluviomètres et stations agro météorologiques</b>  Accélérer l'installation des 8 stations agro- météorologiques et des 300 pluviomètres comme signé dans la convention après la restructuration.	SODEXAM/RSE/RAF	10/2020
<b>Suivi de l'utilisation des pluviomètres</b>  Assurer le suivi et l'accompagnement des OPA dans l'utilisation des pluviomètres.	CPA	12/2020

## **b. Durabilité et transposition à plus grande échelle**

**Institutions et participation à l'élaboration des politiques**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### **Justification de la note**

Le PROPACOM Ouest contribue à la mise en œuvre du PNIA et du plan National de Développement PND. Il contribue à l'exécution des stratégies sous-sectorielles dans le domaine agricole et rural, notamment à la loi relative aux coopératives qui vise à asseoir en Côte d'Ivoire une base d'organisations professionnelles agricoles (OPA).

Le projet contribue à l'opérationnalisation de la politique nationale d'inclusion financière à travers le partenariat établi avec l'UNACOOPEC. Sur le plan institutionnel, le PROPACOM Ouest, en adoptant l'approche faire-faire a permis de redynamiser les partenaires stratégiques (IF, Structure spécialisées, Institutions Publiques et Privés) autour des OPA de la zone d'implémentation.

### **Principaux problèmes**

Les appuis du projet en matière de structuration font ressortir les résultats suivant:(i) 147 OPA ont bénéficié de formations en vie associative, leadership, gestion financière, (ii) 80% des OPA sont structurées (constitution légale, compta

bancaire, organes de gestion, documents comptable, etc.); (iii) 441 comités techniques (commercialisation, intrant, équipement) ont été mis en place.

Par ailleurs, le projet contribue à l'opérationnalisation de la politique nationale d'inclusion financière à travers son partenariat avec l'UNACOOPEC qui a permis de: (i) introduire le financement des petits producteurs dans le portefeuille de l'IMF, (ii) adopter de nouveaux services financiers adaptés au monde rural; (ii) introduire le profil d'agent de crédit agricole au sein de l'UNACOOPEC pour faciliter l'épargne et le crédit; (ii) accorder des crédits à 22 OPA.

Cependant, l'arrêt des conventions avec les opérateurs d'accompagnement des OPA fin 2019 a eu pour conséquence le manque de suivi des producteurs, notamment sur le bon fonctionnement des différents comités de gestion mis en place.

#### Établissement de partenariats

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

L'UCP a développé des partenariats avec (i) la SODEXAM visant une meilleure adaptation des producteurs aux changements climatiques ; (ii) l'UNACOOPEC ayant pour but l'amélioration de la bancarisation des OPA bénéficiaires ainsi que leurs membres; et (iii) la fondation SEAMAUL ayant pour objectif la formation et la sensibilisation au changement de mentalité; et (iv) DAENF en vue de la supervision de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA bénéficiaires pour une meilleure appropriation nationale.

Ces partenariats ont été satisfaisants dans le sens où ils ont permis une meilleure adaptation des producteurs aux changements climatiques, un meilleur accès aux services financiers, ainsi que l'amélioration du capital humain des groupes cibles du projet.

#### Principaux problèmes

Le partenariat avec la SODEXAM, a permis de constater que l'utilisation des prévisions climatiques saisonnières permet aux producteurs de mieux s'adapter aux changements climatiques en modifiant leurs stratégies de production (choix des variétés de culture, période de la préparation des périmètres, des semis, etc.). Cette adaptation a eu pour conséquence d'augmenter les rendements et le niveau de production agricole. Toutefois, la diffusion de ces informations est fortement contrariée par les retards accusés pour installer les pluviomètres et des stations agro climatiques, et diffuser les formations y afférentes aux producteurs membres des OPA bénéficiaires. Une revue de la convention de partenariat en vue de l'accélération de sa mise en œuvre est de ce fait primordiale en cette période d'achèvement du projet.

Le partenariat avec l'UNACOOPEC est au regard des résultats obtenus jugé globalement satisfaisant. Cependant, la mission continue d'observer une faible communication et partage d'informations entre l'UCP et l'UNACOOPEC. Par ailleurs, des lenteurs dans le nantissement des équipements acquis et une faible restitution des fonds intrants dans les comptes bancaires des OPA, ont été relevées, mettant ainsi en péril la pérennisation de l'accès des producteurs aux produits financiers et leur bancarisation.

Le partenariat avec la DAENF permet d'engager ladite Direction nationale dans la supervision des activités d'alphabétisation fonctionnelle, pour garantir leur conformité à la Stratégie Nationale d'Alphabétisation et leur poursuite à la fin du projet. L'évaluation des activités d'alphabétisation par la DAENF est satisfaisante du point de vue de la performance des prestataires et de la participation des bénéficiaires. Toutefois, du fait du COVID-19, les activités d'alphabétisation ont été suspendues, y compris la convention de partenariat avec la DAENF. Un réaménagement de ces contrats et partenariats devra donc être effectué pour prendre en compte cette interruption, ceci à la lumière de la date d'achèvement du projet et de la durée des formations en alphabétisation.

La collaboration entre le Projet et la Fondation SAEMAUL qui a permis aux membres des OPA de bénéficier de formation en changement de mentalité et en techniques culturelles respectueuses de l'environnement, a été évaluée satisfaisante en Novembre 2018. Mais la limitation des effets des formations a été relevée compte tenu du fait que qu'elles n'ont pas été répliquées par les producteurs ayant participé à ces formations au niveau communautaire.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Documentation des expérience de partenariat et de collaboration</b>  Documenter et tirer les leçons des expériences de partenariat et de collaboration avec l'UNACOOPEC, la SODEXAM et la fondation SEAMAUL pour une mise à l'échelle dans les projets d'appui au développement des filières, en particulier les projets financés par le FIDAéquipements	Coordo/UCP	11/2020

#### Capital humain et social et autonomisation

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

## Justification de la note

Le projet a permis de déclencher certaines dynamiques qui peuvent contribuer au développement du capital humain et social des bénéficiaires. La combinaison de formations, des séances d'alphabétisation, de l'accès aux facteurs de production et aux services financiers peuvent mener facilement à l'amélioration de l'autonomisation des bénéficiaires. De plus, l'ensemble des appuis du Projet à la structuration du monde paysan par les formations en vie associative et en gestion des OPA sont essentiels pour renforcer le capital humain et les dynamiques de groupe dans des contextes de pauvreté et vulnérabilité rurale importante.

Une évaluation d'effet et une dernière enquête SYGRI sont prévues à la fin du projet pour les mesures des effets et impacts du PROPACOM-OUEST sur les bénéficiaires.

## Principaux problèmes

L'enquête rapide d'effets à mi-parcours n'a pas pu être réalisée en raison de la lenteur de la passation des marchés. L'UCP a prévu de mesurer l'atteinte des indicateurs d'effets et réaliser deux études thématiques en 2020.

Toutefois, les activités ci-dessous réalisées par le projet pourraient laisser entrevoir un effet positif sur le capital humain et social : 6003 producteurs ont eu accès aux facteurs de production (intrants agricoles), et à des services de conseil agricole. Ils ont été formés en éducation financière leur permettant d'améliorer leurs connaissances sur les produits, concepts et risques financiers. Et ainsi améliorer leur compétence en budgétisation, épargne, gestion de la dette, services financiers et négociation financière. Les producteurs ont également bénéficié de crédits d'une part au niveau des OPA pour l'achat des équipements de mécanisation et de transformation et d'autres part de façon individuelle pour développer des activités génératrices de revenus.

Le développement du capital humain et social des bénéficiaires peut également se traduire par leur capacité à s'impliquer à des degrés divers dans la mise en œuvre du Projet, depuis l'initiation des investissements jusqu'aux réceptions des infrastructures et leur exploitation. Ils font preuves d'ouverture et de disponibilité pour recevoir les actions de renforcement de leur capacité dans une perspective de gestion durable des investissements. Par ailleurs les bénéficiaires ont montré leur engouement aux séances d'alphabétisation.

Si de nombreuses formations ont été dispensées aux producteurs au sein des OPA, visant cette construction du capital social, seule une évaluation approfondie de l'évaluation de la maturité de ces organisations (et notamment de leur capacité à multiplier les effets d'un capital social collectif) associée à une étude d'impact social permettront de tirer des conclusions sur ces aspects.

### Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 5

Notation précédente: 5

## Justification de la note

Les bénéficiaires s'impliquent à des degrés divers, depuis l'initiation des investissements jusqu'aux réceptions et exploitation des infrastructures, y compris les formations. La participation des bénéficiaires est effectuée en nature et en numéraire. Celle en numéraire consiste au versement de 10% du prix des équipements et le paiement d'un crédit correspondant à 60% de ce prix. Celles en nature concernent, en plus des terres et la main d'œuvre, la construction d'abris provisoires. La reconstitution du fonds intrants est à plus de 90% en nature, et faiblement en numéraire limitant ainsi l'accès au crédit intrant. Toutefois, ces contributions ne sont pas comptabilisées par l'UCP et l'exigence de garantie bancaire supplémentaire contrarie l'adhésion des OPA.

## Principaux problèmes

Les actions d'appui ont permis de structurer les groupes cibles en OPA et d'améliorer leur capacité en vue de leur participation effective aux activités du projet et de leur autonomisation. Dans la mise en place des investissements d'infrastructures, les OPA sont associées à toutes les étapes de mise en œuvre, depuis la planification jusqu'à la réception des travaux. Les comités de gestion de l'aménagement (CGA) ont été disponibles pour recevoir des formations techniques et de gestion visant leur renforcement de capacité. Depuis la dernière mission de supervision, ils participent effectivement au suivi des travaux notamment d'aménagement hydro agricole et assistent aux réunions hebdomadaires de chantier et aux réceptions de travaux. Cependant leur efficacité reste timide concernant l'exécution des travaux d'aménagement parcellaire (à la charge des producteurs), qui continuent bien après la réception des travaux à la charge des entreprises. Le lancement prochain des travaux de construction d'infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation, permettra aux coopératives des différentes filières de renforcer leur capacité notamment dans le suivi des chantiers. En revanche l'arrêt prématuré des activités d'appui conseil pour contraintes budgétaires, ne favorise pas une bonne appropriation des infrastructures par les différents comités de gestion notamment en termes de gestion et de maintenance. La formation de ces CGA devra être envisagée dans le cadre de la stratégie de sortie pour garantir cette appropriation.

En 2020, année d'achèvement du projet, il est constaté que 147 OPA ont bénéficié des appuis du projet et se sont acquittées de leur contribution en nature (terre, main-d'œuvre, reconstitution des fonds intrants, etc.) et 46 OPA (en fin



2019) de leur contribution en numéraire (10% d'apport personnel sur le coût d'acquisition des équipements) leur permettant aussi d'accéder à un crédit représentant 60% du coût des équipements. Les bénéficiaires des équipements sont allés au-delà des contributions requises pour s'étendre à la construction d'abris provisoires pour abriter des équipements livrés, vu le retard mis par le projet pour mettre à disposition les infrastructures marchandes. La reconstitution des fonds intrants a été aussi faite à plus de 90% en nature, mais il faut toutefois souligner qu'en principe cette reconstitution aurait dû, selon la stratégie du projet, être déposée en numéraire dans les comptes des OPA. Ce manquement n'a donc pas facilité l'accès des OPA à des crédits intrants pour la continuité de leur activité de production agricole.

Si la contribution (en nature et en numéraire) des bénéficiaires est appréciable, force est de constater qu'au niveau de l'UCP elle n'est pas comptabilisée. Au cours de la mission de la supervision, il a été constaté aussi une baisse du nombre des OPA sélectionnées pour bénéficier des crédits équipements. Ce recul d'enthousiasme de la part des bénéficiaires est dû à des difficultés pour celles-ci de mobiliser une contribution supplémentaire de 10% imposée par l'institution de microfinance. Il ressort de cette défection, la leçon suivante : l'apport de crédit doit se faire dans les conditions supportables et soutenables pour les OPA bénéficiaires. L'exigence de garantie démesurée risque de constituer une charge trop lourde pour l'OPA et ses membres et ainsi entraîner leur refus de participer.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Renforcement des capacités des CGA</b>  Inscrire la formation des comités de gestion des aménagements (CGA) dans la stratégie de sortie	Coordo/UCP	04/2020
<b>Garantie supplémentaire pour l'octroi des crédits</b>  Organiser une rencontre avec l'UNACOOPEC, le MINNADER et le FIDA sur la question de la contribution supplémentaire exigée par l'UNACOOPEC en vue de trouver une solution soutenable par les OPA bénéficiaires	Coord/UCP	04/2020

**Adaptabilité des prestataires de services**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Le projet s'appuie sur un dispositif de partenaires et de prestataires impliqués, qui parviennent à délivrer des services plus ou moins performants en dépit d'un contexte socio-environnemental variable et des contraintes de passation de marchés. La performance des prestataires de structuration et d'alphabetisation des OPA est satisfaisante concernant l'organisation interne et l'appropriation communautaire de l'alphabetisation, même si des efforts sont nécessaires pour l'inclusion économique des OPA.

Le suivi des contrats s'est amélioré. En cette fin de projet, il convient de faire ressortir en plus du respect des clauses contractuelles et des délais, le rapport qualité-prix.

#### Principaux problèmes

L'exécution physique des contrats de prestations analysés (alphabetisation, appui à la structuration, appui conseil, fourniture d'intrants), montre des taux allant de faible, moyen, à satisfaisant. Les faibles taux physiques sont généralement dus aux lenteurs dans le démarrage des contrats et à la faible capacité des prestataires de services. En juillet 2020, l'UCP prévoit la réalisation d'une étude sur la performance des prestations de services. Cette étude devra faire ressortir en plus du respect des clauses contractuelles et des délais, le rapport qualité-coût.

Concernant les aménagements hydro agricoles, les performances des différents prestataires sont faibles avec des retards importants dans la livraison des prestations et des sites aménagés. En effet la mise en œuvre des travaux d'aménagement des sites rizicoles de l'avenant 1 ont accusé un retard important par rapport au calendrier initial et le site de Sema (71 ha) n'est toujours pas terminé (60% d'exécution). De même, le calendrier initial des activités de l'Avenant 2 de la MOD, n'a pas été respecté avec des retards dans la livraison des études techniques et dans les procédures de consultation des entreprises et de passation de marchés. La maîtrise des délais contractuels constitue aussi un défi important pour la réalisation des infrastructures du site de BOBI, dont le démarrage des travaux est confronté à une insuffisance de mobilisation d'engins de terrassement.

Les contrats relatifs au service d'appui à la structuration des OPA confiés à l'ANADER (Man et Séguéla) et à SIADES (Man) signés en Avril/Mai 2018, ont effectivement démarrés en juillet/Aout 2018, donc avec environ 3 mois de retard. Ils affichent des taux moyens pour SIADES et ANADER-Nord (66% e 55%) et une bonne performance pour l'ANADER Mankono et Séguéla (70% et 76%). En termes de qualité, Il est relevé une faible inclusion économique des OPA. Les

formations diffusées n'ont pas permis d'avoir les effets escomptés en termes de professionnalisation car jugées trop théoriques. Elles n'ont pas suffisamment été accompagnées par un coaching de proximité et un appui à la commercialisation qui constitue un moyen efficace pour aboutir à la professionnalisation.

La convention SODEXAM, affiche une faible performance (46%). La diffusion des informations est fortement contrariée par les lenteurs dans l'installation des pluviomètres et des stations agro climatiques, ainsi que la formation des producteurs membres des OPA bénéficiaires. Ces lenteurs sont principalement dues à des problèmes de ressources humaines et un manque de moyen de mobilité. Une seule personne est affectée par la SODEXAM pour la mise en œuvre de la convention avec des moyens de transport inadéquat. Une revue de la convention de partenariat en vue de l'accélération de sa mise en œuvre est donc primordiale en cette période d'achèvement du projet.

La convention avec l'UNACOOPEC affiche un faible taux d'exécution physique (49%). Une faible communication et partage d'informations entre l'UCP et l'UNACOOPEC sont observés, des lenteurs dans le nantissement des équipements et faible restitutions des fonds intrants dans le comptes des OPA. Les activités de formation en éducation financière, la mise en œuvre du e-Banking et l'installation du logiciel de crédit affichent des retards.

Les contrats de prestation visant la formation en alphabétisation (Optimum associé, TKC, etc.) affichent de très bonnes performances allant de 80% à 100%. Par contre, la mise en œuvre du cahier des charges avec la DAENF (qui assure la supervision des activités d'alphabétisation n'est pas satisfaisante (49%). Cette supervision par le DAENF qui permet de garantir la l'appropriation nationale doit être améliorée en cette fin de projet.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Plan d'action et suivi des contrats de prestations</b>  Faire ressortir, dans le cadre de l'évaluation de la performance des prestataires le rapport qualité-prix ou efficacité-coût	RSE/CSE	08/2020

**Gestion de l'environnement et des ressources naturelles**

**Note: 3**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Les activités ont été menées en partenariat avec l'Université Nangui Abrogoa (UNA). Ces actions concernent la fertilité des sols, l'expérimentation des fertilisants organiques et l'étude socio-économique sur la rentabilité des fertilisants organiques. L'étude a permis d'apprécier la portée économique des fertilisants organiques expérimentés, face aux fertilisants minéraux habituellement utilisés par les paysans, pour les aider dans leur choix et rentabiliser leurs investissements. Les résultats de ces études ont conclu que seulement 2,35 % des membres des OPA ont déjà utilisé des fertilisants organiques dans son champ. Avec leurs pratiques habituelles dans les cultures précédentes, les OPA de Lamasso (manioc) et de Sangana (manioc) de Séguéla et de Gouékolo 1 (aubergine) et de Toubia 2 (piment) dans l'Antenne de Man, ont enregistré des gains, 5 autres OPA, dont 4 à Man et 1 à Séguéla ont enregistré des pertes.

#### **Principaux problèmes**

Dans le cadre de la réalisation des aménagements hydro-agricoles, des études d'impact environnemental et social ont été menées mais aucun moyen financier n'a encore été identifié pour la mise en œuvre de la gestion des risques environnementaux comme indiqués dans la dernière mission de supervision.

L'évaluation réalisée pour la principale activité prévue dans le domaine de l'environnement, à savoir le reboisement à travers les projets Flanc des montagnes et la Muraille Verte qui a été suspendue à la restructuration du projet, a constaté que les activités de reboisement du Projet Muraille Verte prévues au PTBA 2018 avant sa suspension en 2018 n'ont pas été réalisées en totalité. Sur 1080 ha prévus, 64 ha seulement ont été reboisés, soit un taux de reboisement de 6%. De même, les comités villageois de lutte contre les feux de brousse prévus n'ont pas été créés ni par le Projet Flancs des montagnes, ni par le Projet Muraille Verte. L'étude sur l'impact environnemental de ces deux projets dans la zone du PROPACOM OUEST n'a pas été réalisée.

Les recommandations de la dernière mission de supervision n'ont pas été mises en œuvre en totalité en ce qui concerne le volet ASAP. En effet, sur 18 recommandations, 05 seulement ont été réalisées (soit 28%), 05 non réalisées (soit 28%) et le reste en cours ou non échues.

L'évaluation réalisée avant l'arrêt des conventions reboisement a aussi démontré qu'environ 245 ha ont été effectivement reboisés (11,83 ha à la Muraille Verte et 232,9 ha au Flanc des Montagnes). Le montant global pour l'ensemble des activités menées par ces deux projets établis par l'évaluation s'élève à environ 213 millions FCFA (104 294 340 FCFA pour la Muraille Verte et 109 467 577,5 FCFA pour le Flanc des Montagnes). Hors, parmi ces 245 ha, environ 230 ha y compris ses activités connexes ont déjà fait l'objet de paiement pour une valeur d'environ 358 millions FCFA. L'évaluation a donc conclu une régularisation des procédures de passation de l'ensemble des marchés depuis le début de l'exécution des activités de chacun des deux projets avant d'engager tout paiement. De ce fait, aucun paiement dû aux prestataires



n'a été fait à ce jour. Suite à cette évaluation, le MINEF a aussi demandé une contre-expertise des superficies reboisées et leurs coûts de prestation.

## Stratégie de retrait

Note: 3

Notation précédente: 4

### Justification de la note

Le PROPACOM s'inscrit dans un cadre institutionnel national et il est exécuté selon une approche participative et inclusive. Sur le plan économique et financier la durabilité du projet est fondée par l'approche entrepreneuriale. Techniquement la structuration des OPA, la formation de formateurs endogènes et les comités de gestion instaurés au sein des OPA, le système de reconstitution des intrants sont des facteurs favorables à la durabilité des acquis du projet.

En plus de son ancrage institutionnel et sa stratégie d'intervention, une stratégie de sortie clairement définie et opérationnelle est impératif pour assurer la durabilité des acquis du Projet. Force est de constater que malgré le recrutement d'une Assistance Technique Internationale, en 2018 en vue de la mise en place d'une stratégie de désengagement, le document n'est toujours pas disponible.

### Principaux problèmes

L'UCP du PROPACOM Ouest, placée sous la tutelle du MINADER a travaillé de manière participative et inclusive à travers des instruments tels que les CRC, le COP, un suivi externe. En outre le projet a eu recours à des partenariats d'exécution avec des services publics pérennes tels que le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIPARH), le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable (MINESUDD), le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF). Et des structures spécialisées (ANADER, SIADES, SODEXAM...).

Sur le plan économique et financier la durabilité du projet est adossée sur l'approche entrepreneuriale basée sur les principes de : (i) des "Plans d'affaire"; (ii) la responsabilisation des OPA; (iii) la bancarisation; (iv) la contractualisation entre les acteurs des filières. Techniquement la structuration des OPA, la formation de formateurs endogènes et les comités de gestion instaurés au sein des OPA, le système de reconstitution des intrants sont des facteurs favorables à la durabilité des acquis. En outre l'adoption de techniques culturelles visant à la fois à une résilience accrue aux variations climatiques et la conservation de la fertilité des sols, la réalisation des aménagements hydro-agricoles, la mise en œuvre et le suivi des plans de gestion des risques environnementaux sont gage de durabilité.

Cependant, malgré l'importance de l'approche entrepreneuriale dans la stratégie de durabilité, aucune formation en 'définition d'une vision et d'une mission organisationnelle et en esprit entrepreneurial et plans d'affaires' n'a été dispensée aux OPA.

En octobre 2018 le PROPACOM OUEST a recruté un consultant pour une Assistance Technique Internationale (ATI) selon les recommandations de la revue à mi-parcours de juin 2018, pour asseoir une stratégie de désengagement du projet afin de renforcer les bases de durabilité établies.

Les objectifs de l'ATI étaient de :

- a) Amélioration de la planification opérationnelle du projet;
- b) Amélioration de la gestion du projet en tenant compte des mesures retenues par la RMP ;
- c) Renforcement de la coordination et la communication interne ;
- d) La mise en place d'une stratégie de désengagement du projet ;
- e) La promotion de la capitalisation des expériences et de la gestion de savoir

A la fin de la consultance, le consultant a livré, en ce qui concerne la stratégie de désengagement, un rapport donnant le plan et quelques orientations de la stratégie en lieu et place d'une stratégie de sortie clairement définie et validée par tous les acteurs de sa mise en œuvre.

Face à l'absence du document de la stratégie de sortie, l'atelier bilan du PTBA 2019 organisé à Daloa en janvier 2020, a été jumelé par l'atelier d'élaboration de la stratégie de sortie du projet. Au cours de l'atelier, l'UCP a soumis à la réflexion de tous les acteurs clé préalablement identifiés, une ébauche de stratégie de sortie qui a été amendée. Mr TRE Bi du MINADER a été sollicité par l'UCP pour apporter un appui à la finalisation du document.

La mission a constaté que le document n'est pas encore finalisé. Par conséquent le désengagement qui se doit progressif n'est toujours pas opérationnel, à 8 mois de la fin du PROPACOM Ouest.

La mission est préoccupée par plusieurs aspects susceptibles d'entraver la pérennisation des acquis, notamment :

- Appui aux OPA (Structuration, alphabétisation, gestion des intrants, appuis institutionnels et économiques, commercialisation) : i) la faible structuration des OPA au sein d'unions (faitières de niveau 2), (ii) la faible capacité générale des OPA accompagnées par le projet (voir chiffres de l'évaluation de la maturité faite par les opérateurs), (iii) la non réalisation des formations en entrepreneuriat des OPA (0% en date), (iv) la non maîtrise des fonctions clés pour la pérennisation des OPA : gestion des équipements, gestion des crédits et de la commercialisation.
- Accès aux services financiers (Bancarisation, accès au crédit, nantissement des équipements, capacité de

remboursement des crédits...)

- Gestion durable des équipements et infrastructures marchandes;
- Valorisation des sites aménagés livrés en fin de projet (accès aux intrants, appui et conseil techniques...)
- Environnement et changement climatique: (i) la non réalisation des installations de pluviomètres ; (ii) le faible accompagnement, suivi et traitement des informations collectées des petits exploitants formés à l'utilisation des pluviomètres ; (v) la non réalisation de la construction du barrage de Bobi et ces aménagements annexes.
- Engagement des partenaires publics, parapublics et privés à poursuivre les services d'encadrements et formation.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<p><b>Finaliser et opérationnaliser la stratégie de sortie du projet</b></p> <p>Cette stratégie de désengagement progressif du projet doit prendre en compte les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Structuration et formation des OPA (gestion des intrants, appuis institutionnels et économiques, commercialisation) : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Explorer le paysage des institutions de la profession agricole (organisations faitières des producteurs, interprofessions, plateformes d'OP/OSC en appui à l'agriculture familiale) pour trouver des axes de collaboration propices à la pérennisation des acquis.</li> </ul> </li> <li>- Accès aux services financiers (Bancairisation, accès au crédit, nantissement des équipements, capacité de remboursement des crédits...)</li> <li>- Gestion durable des équipements et infrastructures marchandes</li> <li>- Valorisation des sites aménagés livrés en fin de projet (accès aux intrants, appui technique...)</li> <li>- Evaluation des prestations du MINEF (Projet Flanc des Montagnes et Projet Muraille Verte) <ul style="list-style-type: none"> <li>o Diligenter la régularisation des factures aux prix réels tels que mentionnés dans chaque convention de reboisement.</li> </ul> </li> <li>- Installation des stations agro-météorologiques et des pluviomètres <ul style="list-style-type: none"> <li>Diligenter l'installation des 8 stations agro- météorologiques et 300 pluviomètres restants</li> </ul> </li> <li>- Suivi de l'utilisation des pluviomètres <ul style="list-style-type: none"> <li>o Assurer le suivi et l'accompagnement des OPA dans l'utilisation des pluviomètres.</li> </ul> </li> <li>- Engagement des partenaires publics, parapublics et privés à poursuivre les services d'encadrements et formation</li> </ul>	Coordo/UCP	12/2020

**Potentiel de reproduction à plus grande échelle**

**Note: 3**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

La mise à l'échelle est directement associée à la performance des différentes activités pilotées. Seules les activités dont les performances sont satisfaisantes seront adoptées pour une mise à l'échelle. Malgré le taux de réalisation physique global du projet de 62,15% et le taux de réalisation financière global de 59.43%, il y a eu des faibles performances en termes de production et de productivité agricole – voir section sur « Efficience (le cas échéant) ». La faible performance de la production et de la productivité, bien qu'elle ait produit un effet positif sur la sécurité alimentaire, n'a pas vraiment produit un effet raisonnable sur les niveaux de revenu des bénéficiaires, étant donné que ce projet avait adopté l'approche de la chaîne de valeur.

La dernière mission de supervision a noté cet aspect à 4 mais depuis lors, les choses ne se sont pas améliorées pour justifier le 4; c'est pourquoi une note de 3 est proposée.

#### Principaux problèmes

Le projet était un projet problématique qui a fini par être restructuré en 2019 et réduit à un très petit nombre d'activités à mettre en œuvre en moins de 18 mois jusqu'à la fin prévue du projet. Malheureusement, la performance globale du projet, même avec le nombre réduit d'activités, n'était pas très encourageante. Cependant, les leçons tirées de ce projet encore peu performant seront appliquées à de nouvelles conceptions des projets pour vraiment améliorer leur qualité à l'entrée.

Les accompagnements du projet aux modèles structurant via UCVOM et Sangami constituent un énorme potentiel de mise à échelle, notamment pour UCVOM, via l'augmentation de ses OPA membres en lien avec l'augmentation de la demande en produits transformés qu'elle reçoit. Faute de temps et de moyens disponibles, le Projet ne pourra pas les accompagner dans ce sens mais il serait intéressant de trouver des stratégies pour que ces dynamiques continuent d'être accompagnées (faitières, autres projets/partenaires, Gouvernement, etc.)

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Documentation des leçons apprises</b>  Générer des leçons (malgré les difficultés de performance rencontrée) qui seront prises en considération ou appliquées dans le cadre de nouvelles conception de de projet ou programme en faisant ressortir la situation d'urgence comme le COVID-19	Coordo/UCP	12/2020

### c. Gestion du projet

<b>Qualité de la gestion du projet</b>	<b>Note: 4</b>	<b>Notation précédente: 4</b>
--	----------------	-------------------------------

#### Justification de la note

En 2019, le Projet s'était focalisé sur la restructuration et aussi amélioration de sa performance pour le faire sortir des projets à problème. En décembre 2019, le PROPACOM OUEST est sorti de la catégorie des projets à problème. En 2020, année d'achèvement l'UCP devra se concentrer sur l'exécution de la stratégie de sortie du projet, la mesure des indicateurs d'effets, la capitalisation des acquis et l'identification des leçons apprises, la préparation de la mission de revue d'achèvement. Le projet prévoit organiser une réunion du comité de pilotage qui analysera l'état d'exécution global du projet et validera le projet de PTBA de clôture. Sur les deux missions de suivi-évaluation externe prévues cette année, une a été réalisée en mars 2020.

#### Principaux problèmes

En 2019, le Projet s'était focalisé sur la restructuration du projet et aussi sur l'amélioration de sa performance pour le faire sortir des projets à problème. En décembre 2019 le PROPACOM OUEST est sorti de la catégorie des projets à problème.

En 2020, année d'achèvement l'UCP devra se concentrer sur l'exécution de la stratégie de sortie du projet, la mesure des indicateurs d'effets, la capitalisation des acquis et l'identification des leçons apprises, la préparation de la mission de revue d'achèvement. Le projet prévoit organiser une réunion du comité de pilotage qui analysera l'état d'exécution global du projet et validera le projet de PTBA de clôture. Sur les deux missions de suivi-évaluation externe prévues cette année, une a été réalisée en mars 2020.

Le Projet prévoit organiser dans le deuxième trimestre une réunion du comité de pilotage qui analysera l'état de mise en œuvre global du projet et validera le projet de PTBA de clôture. Deux missions de suivi-évaluation externes des réalisations du projet seront réalisées cette année. Une d'entre elle a été réalisée en mars 2020.

Avant la pandémie COVID-19, des réunions hebdomadaires et mensuelles se tenaient régulièrement et une communication interne a engendré la motivation de l'équipe du projet. La collaboration avec les prestataires est plus fluide, résultante des réunions périodiques de planification et de suivi organisées. Tout ceci s'est caractérisé par un meilleur suivi des marchés et une amélioration de leur exécution.

L'impact de la pandémie COVID-19 sur la mise en œuvre du projet a été aussi discuté lors de la mission. Les restrictions de déplacement et le confinement d'Abidjan ont un impact sur la mobilité des prestataires de services basés à Abidjan. Du fait de la pandémie, les réunions physiques, atelier, formation etc, ont été supprimées.

<b>Gestion des savoirs</b>	<b>Note: 4</b>	<b>Notation précédente: 4</b>
----------------------------	----------------	-------------------------------

#### Justification de la note

En 2018, l'UCP a bénéficié d'une Assistance Technique Internationale (ATI) pour élaborer la stratégie de gestion des savoirs et former à son opérationnalisation. A cet effet, l'ensemble du personnel du PROPACOM OUEST a reçu une formation sur la démarche méthodologique d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan de gestion des savoirs et de communication. Sous la supervision de l'ATI, des exercices de groupe ont permis d'identifier des thématiques et élaborer des fiches de capitalisation assorties d'un plan d'action à budgétiser. Deux points focaux gestion des savoirs ont été nommés au sein de l'UCP, (un à Man et l'autre à Séguéla) afin de poursuivre le travail entamé avec une assistance à distance par la formatrice.

Cependant, la stratégie de gestion de savoir et le plan de communication et de diffusion n'ont pas été livrés par la consultante. Aucune action de gestion de savoir n'a été poursuivie par l'UCP après la formation.

### Principaux problèmes

En octobre 2018, l'UCP a recruté une ATI dont les livrables attendus en matière de gestion de savoir étaient de :

- Au moins 2 expériences du projet sont capitalisées et diffusées ;
- La stratégie de gestion des savoirs est disponible et les membres de l'UCP sont formés en gestion de savoirs ;
- Les principales innovations du projet sont documentées ;
- L'enquête sur les effets du projet est réalisée et diffusée ;
- Un plan de communication et de diffusion de l'information est mis en place et prend en compte le siège du projet et les antennes ;

Ainsi, par le biais d'une Assistance Technique International (ATI), l'ensemble du personnel du PROPACOM OUEST a reçu une formation sur la démarche méthodologique d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan de gestion des savoirs et de communication. L'objectif de la formation étant de permettre à l'équipe du projet de s'approprier et de maîtriser les outils et démarche de gestion de savoirs et de capitalisation. A cet effet, des exercices de groupe ont permis d'identifier et documenté des expériences à capitalisées et, assortie de plans d'action budgétisés. Deux points focaux gestion des savoirs ont été nommés au sein de l'UCP, (un à Man et l'autre à Séguéla) afin de poursuivre le travail entamé avec l'assistance a distancé par la formatrice.

Cependant, aucun document de stratégie de gestion de savoir n'a été élaboré par le consultant conformément aux TDRs. La mission a constaté que depuis la formation, aucune action n'a été poursuivie en matière de gestion de savoir. Dans le PTBA 2019, un atelier d'échanges et de partage de savoirs entre UCP, prestataires et structures partenaires et de validation des fiches de capitalisation avait été prévu en Novembre 2019, mais il n'a pas eu lieu.

Même si le système de gestion de l'information du projet permet un accès facile aux données, rapports et autres documents, les leçons ne sont pas identifiées et documentées pour guider les prises de décisions, quoique, même si le PROPACOM Ouest a rencontré certaines difficultés sur le volet de l'appui aux OPA, il y a plusieurs cas d'accompagnement de ces OPA qui méritent d'être soulignés et mieux valorisés à travers un processus de capitalisation.

Il s'agit d'une part des OPA locales qui arrivent à fonctionner avec quelques services mis en place pour leurs membres (principalement celles ayant un niveau de maturité supérieur ou égal à 2) et d'autre part des acteurs au centre des deux modèles structurants : l'UCVOM et SANGAMI. Le cas de UCVOM devrait être bien analysé et documenté pour inspiration locale et nationale. La démarche à adopter pour la capitalisation pourrait être la suivante :

- Revue historique de la création et de l'évolution de UCVOM
- Etat des lieux de son organisation et du fonctionnement (gouvernance, gestion) de ses services aux producteurs (appui production, appui transformation, commercialisation groupée, etc.)
- Perspectives et vision de l'UCVOM en termes de croissance et d'objectif poursuivis (cela pourrait jeter les bases d'un futur appui dans le cadre d'autres projets, y compris FIDA).

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Plan d'action pour la capitalisation</b>  Capitaliser les bonnes pratiques relevées dans le cadre de l'accompagnement des OPA, à savoir l'expérience des OPA qui arrivent à fonctionner en rendant quelques services leurs membres (OPA de niveau de maturité supérieur ou égal à 2) ; (ii) l'expérience des acteurs au centre des deux modèles structurants : l'UCVOM et SANGAMI. Le cas de UCVOM devrait être bien analysé et documenté pour inspiration locale et nationale. La démarche à adopter pour la capitalisation pourrait être la suivante : (i) Revue historique de la création et de l'évolution de UCVOM ; (iii) Etat des lieux de son organisation et du fonctionnement (gouvernance, gestion) de ses services aux producteurs (appui production, appui transformation, commercialisation groupée, etc.) ; (iii) Perspectives et vision de l'UCVOM en terme de croissance et d'objectif poursuivi (cela pourrait jeter les bases d'un futur appui dans le cadre d'autres projets, y compris FIDA)	Chargé des OPA/UCP	06/2020
<b>Capitaliser l'expérience avec l'UNACOOPEC</b>  Capitaliser l'expérience de l'UNACOOPEC pour une mise à l'échelle nationale	Chargé des OPA/UCP	07/2020
<b>Mécanisme de fonds équipements et intrants</b>  Capitaliser le mécanisme de constitution des fonds équipements et le mécanisme de reconstitution de fonds intrants des OPA	RSE/CSE/CPA	07/2020
<b>Mécanisme de fonds équipements et intrants</b>  Capitaliser le mécanisme de constitution des fonds équipements et le mécanisme de reconstitution de fonds intrants des OPA	RSE/CSE/CPA	07/2020

**Utilisation optimale des ressources**

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### **Justification de la note**

Une Analyse économique et financière du Projet a été développée selon les normes FIDA, sur l'hypothèse que le Projet arriverait à mettre en place 25% des objectifs du cadre logique initial d'ici à la fin du projet - ce qui suppose déjà une accélération de la mise en œuvre. Selon cette analyse, le Projet aurait un taux de retour économique (TRE) de 1%, ce qui est inférieur au coût d'opportunité du capital de 6% et une valeur actuelle nette de -4,3 millions de dollars US.

Dans un deuxième temps, une Analyse économique et financière développée sur la base des objectifs et budgets révisés lors de la revue mi-parcours montre que le Projet pourrait afficher un TRE de 13% et une VAN de 16,8 M USD s'il atteint tous ses nouveaux objectifs

#### **Principaux problèmes**

Bien que les contraintes rencontrées qui n'ont pas permis d'atteindre le niveau de rendement escomptés (2 T/ha riz pluvial, 2T/ha maïs, 15T/ha manioc), par rapport au rendement initial (1T/ha pour le riz pluvial, 0,2T/ha pour le maïs et 3-10T/ha pour le manioc), l'appui du PROPACON OUEST a été très bénéfique aux groupes cibles en termes de contribution à la sécurité alimentaire. L'augmentation et la stabilité de la production ont rendu possible la constitution de stock et la couverture des besoins alimentaires durant la période de soudure. La commercialisation des produits agricoles a contribué l'augmentation de revenus agricoles supplémentaires. Même si ces revenus additionnels n'ont pas permis de faire face au remboursement des crédits équipement, ils ont permis aux producteurs de subvenir à leur besoin de base (scolarité des enfants, santé, etc.) Le taux d'adoption des techniques et des technologies avoisine les 100% et les taux de germination des semences sont de l'ordre de 80 à 100% selon les sites et les OPA. Concernant la reconstitution des fonds intrants, entre 15 et 95% des OPA ont pu reconstituer leurs intrants (semences et intrant), ce qui a permis de continuer de produire. Les capacités des OPA à maintenir les services de conseil agricole après le projet restent une préoccupation majeure. Les relais endogènes, les CGA, les comités de commercialisation, comités de reconstitution des fonds intrants et les alphabétiseurs doivent faire l'objet d'évaluation, de capitalisation des acquis et expériences réussies.

Pour le maraîchage la production a été quasi nulle au regard des différents problèmes de retard, d'accès à l'eau

d'irrigation et de sécheresse. Sur le Manioc, les problèmes de pourriture révèlent carrément d'une défaillance de conseil technique qui a conduit à une utilisation non recommandée de l'engrais NPK sur les cultures. Les faibles rendements et productions pourraient avoir pour conséquences une augmentation des coûts de production, une diminution de la marge et des revenus des producteurs à la commercialisation et un impact partiel sur le remboursement des crédits. Une analyse approfondie devrait déterminer les causes réelles des taux de remboursement obtenus tant du côté de l'IMF que des bénéficiaires. Cela pourrait enrichir la production de savoir et des leçons apprises pour les projets futurs.

#### **Cohérence entre le PTBA et les activités menées**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Le taux d'exécution global physique et financière est respectivement de 62,15% et 59.43%. Le niveau d'exécution physique du PTBA 2020 au 31/03/2020 est de 20,34% dont 23% pour la composante amélioration durable de la production agricole, 5% pour la composante valorisation et mise en marché et 13% pour la composante coordination, suivi-évaluation et gestion. L'exécution financière du PTBA au 31/03/2020 affiche un taux de 14,84%. Cette performance est moyennement satisfaisante.

Le PTBA 2020 a été approuvé par le COP et le FIDA. Un progrès d'un mois par rapport à 2019 est observé concernant la transmission du PTBA 2020 au FIDA (22/11/2019). Son exécution a fait l'objet d'une planification avec les acteurs. Les dispositions sont prises pour transmettre le PTBA 2021 dans les délais (31/10/2020).

#### **Évaluation du PTBA**

Le projet élabore des PTBA de qualité avec une programmation détaillée, désagrégée en activités, tâches, résultats attendus assortie d'indicateurs et de cibles. Il comporte un chronogramme de mise en œuvre, et identifie les responsables. Les coûts sont désagrégés en sources de financement. Le PTBA 2020 a été transmis au FIDA pour avis de non objection en novembre 2019 contrairement au délai requis (31 octobre 2019), soit un progrès d'environ 1 mois. Pour 2021, avec la programmation de la réunion de validation du PTBA par le COP en début octobre 2020, il est fort probable que le PTBA 2020 soit transmis au FIDA dans le délai.

Le PTBA 2019 et les modifications opérées est inscrit dans l'application informatique de suivi-évaluation (Ruche), ainsi que le PTBA 2020. Cette mise à jour (saisie du PTBA 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020) du logiciel Ruche permet désormais d'effectuer le suivi efficace et précis de l'exécution physique. Le système effectue aussi une analyse comparative du suivi physique et du suivi financier, mais elle n'est pas systématique. Il est donc à même d'apprécier les écarts et améliorer la prise de décision par le management. Le cadre logique, le cadre de mesure de rendement, ont été également actualisés et reflètent à date l'atteinte des indicateurs de produits du projet.

L'intégration des données financières par catégorie de dépenses est régulière. L'harmonisation de la codification analytique avec service administratif et Financier est réalisée. Par ailleurs, le logiciel comptable du projet a été paramétré pour faire une imputation des dépenses par activités, il s'arrête à un niveau plus agrégé (domaine/ composante/volet). L'application Ruche ne permet pas non plus de faire un suivi de l'exécution des résultats, mais plutôt un suivi par composante. Il serait également important que le logiciel fasse un suivi des résultats afin de parvenir à une gestion axée sur les résultats, véritable levier de pilotage.

Le taux d'exécution physique du PTBA 2020 au 31/03/2020 est de 20,34% avec des taux par composantes de 23% pour la composante 1 « Amélioration durable de la production agricole » 5% pour la composante 2 « Valorisation et mise en marché des produits agricoles », et 13% pour la composante 3 « Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs ». Il convient de noter que l'exécution physique du projet est également appréciée par rapport « au nombre de personnes touchées par le projet ». En 2020, cet indicateur affiche un taux 0% (soit zéro personnes touchées sur une cible prévue de 3640). Le niveau d'exécution physique des PTBA successifs depuis le début du projet laisse entrevoir un maintien du taux d'exécution à plus de 60% (56% en 2016, 52% en 2017, 64% en 2018 et 62,15% en fin d'année 2019).

Le nombre total de personnes touchées est également 44315 soit 6335 ménages soit 87.33% de la cible totale. Le taux global physique du projet cumulé au 30/9/2019 est de 62,15%. Les taux d'exécution physique et financier par composantes se présentent comme suit : Composante 1/ Appui à L'amélioration de l'offre de produits agricoles (65.30%/ 49,50%) ; Composante 2/ Valorisation et mise en marché (33,61%/ 11,98%) ; Composante 3/ Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs (67,73%/ 91,30%).

Le niveau d'exécution physique du PTBA 2020 au 31/03/2020 est de 20,34% dont 23% pour la composante 1, pour la composante 25% et 13% pour la composante 3. L'exécution financière quant à elle est de 14,82%, laissant entrevoir des avances ou dépenses non encore justifiées.

Les progrès sont contrariés par les lenteurs dans l'exécution des volets infrastructures rurales et équipements agricoles. Le défi avec la pandémie du COVID-19 est d'accélérer leur mise en œuvre en vue de leur livraison avant l'achèvement au 31 décembre 2020.



<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Paramétrage du logiciel comptable</b>  Insérer dans le logiciel comptable un plan d'action de mise en œuvre du Projet basé sur la désagrégation des domaines en activités, ce qui permettra d'élaborer les PTBA sur la base d'une liste prédéterminé et fixe d'activités codifiées sur lesquelles les dépenses pourront être imputées	Coord. / RSE / RAF	01/2020

**Performance du système de suivi-évaluation**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

Le projet est doté d'un SSE opérationnel. Il dispose d'un manuel, d'un logiciel (Ruche), d'un cadre logique et d'un CMR actualisés. Deux études de référence (impacts socio-économiques et SYGRI) ont été réalisées. L'enquête SYGRI à mi-parcours a été réalisée en avril 2018 mais l'enquête d'effets ne l'a pas été. L'enquête finale est prévue en juillet 2020. En plus de l'application Ruche, l'UCP a développé un logiciel de gestion des données. Ce logiciel a été conçu pour stocker et gérer toutes les données provenant de l'exécution des activités et relatives aux besoins des bénéficiaires. En revanche, bien qu'utilisant les outils de collecte élaborés par l'UCP, la collecte des données est tributaire des prestataires. Ceci du fait de l'insuffisance de la vérification par l'UCP des données transmises.

### Évaluation du système de suivi-évaluation

Le système de suivi-évaluation (SSE) du Projet a souffert d'un manque de ressources humaines lié d'un part au départ du RSE et d'autre part aux vacances de postes qui se sont succédées, au sein de l'équipe. Les CSE des antennes ont dû assurer de longs intérim sur d'autres fonctions. Le RSE a pris fonction en juillet 2018 ce qui a permis de mieux opérationnaliser le système.

Le projet est doté d'un SSE qui permet la collecte, l'analyse, et la diffusion des données et des informations sur l'état d'avancement de sa mise en œuvre et sa performance. Il dispose d'un Manuel et d'un logiciel de suivi-évaluation, ainsi qu'un cadre logique et un Cadre de Mesures de Rendement (CMR) actualisés et de bases de données mis à la disposition des prestataires (appuis conseil, appuis à la structuration, etc.). Deux études de référence (impacts socio-économiques et SYGRI) ont été réalisées et serviront de support pour mesurer les progrès du projet. L'enquête SYGRI à mi-parcours a été réalisée et les données d'impact sont disponibles. Par contre aucune enquête d'effets n'a été réalisée à mi-parcours.

L'enquête SYGRI finale est programmée pour juillet 2020, il en est de même pour l'enquête sur les effets du projet (indicateurs principaux d'effets du cadre logique). Cette dernière enquête suivra les nouvelles directives du FIDA pour mesurer les effets du projet. Cette nouvelle méthode de mesure des indicateurs de base permettra de rendre les rapports plus stratégiques, spécifiques et simples. Elle couvrira les zones d'intervention du PROPACOM OUEST et ciblera un échantillon de 750 ménages. L'UCP prévoit aussi de réaliser deux études thématiques pour renseigner le rapport d'achèvement, à savoir l'étude sur l'évaluation de la performance des prestataires de service et l'évaluation de la maturité des OPA.

La fonctionnalité du système n'est pas optimale. La remontée des données et des informations est encore tributaire des partenaires/prestataires de services malgré l'utilisation par ces prestataires des outils de collecte élaborés par l'UCP. L'examen des données collectées fait ressortir des incohérences entraînant des invalidations par l'UCP. Ces incohérences rendent difficile leur exploitation et remettent en cause leur fiabilité. Au regard de cette situation, des missions de supervision régulières devront être assurées pour vérifier la qualité des données fournies et garantir leur fiabilité.

L'application informatique de Suivi-évaluation a été mise à jour en 2017 et 2018, en 2019 et 2020. Le système n'effectue pas une analyse comparative systématique du suivi physique et du suivi financier et donc ne permet pas d'apprécier l'efficacité du projet et d'améliorer la prise de décision. L'harmonisation de la codification analytique avec le service administratif et financier n'a pas été finalisée.

Le PROPACOM OUEST calcule les taux d'exécution physique à partir du cadre de mesure du rendement. Celui-ci permet de donner une indication de l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet et de comparer les niveaux d'exécution physique et financière. La mission a noté la production régulière des rapports d'activités et la tenue de rencontres annuelles de bilan-programmation (présentation du PTBA aux partenaires et acteurs du projet) et des comités de pilotage. Quatre missions de suivi externe des réalisations du projet ont été réalisées dans les régions par les gouverneurs et les autorités locales. Ces suivis des activités ont fort apprécié les niveaux d'exécution physique et financière.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Mesure des effets</b>  Accélère le processus de recrutement des consultants en charge de la réalisation des enquêtes finales d'effets (indicateurs du CL) et d'impact (SYGRI) ainsi que la réalisation des études thématiques	RSE/CSE	08/2019
<b>Confirmation des données collectées par les prestataires de services</b>  Réaliser des missions de terrain pour certifier est attesté les données incohérentes collectées par les prestataires de services	RSE/CSE	04/2020

**Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)**

**Note: 4**

**Justification de la note**

Le projet est classé dans la catégorie B. Sa mise en œuvre n'engendre pas d'impacts négatifs significatifs en matière environnementale et sociale. Les impacts potentiels des techniques culturales préconisées dans l'intensification agricole et des aménagements hydro-agricoles. La formation des exploitants à la bonne utilisation des engrais et pesticides ont été réalisées au bénéfice des membres des comités intrants des OPA bénéficiaires. Ces membres ont aussi été formés à l'utilisation rationnelle des engrais et des produits phytosanitaires. Des études environnementales et sociales ont été réalisées et des comités de gestion des aménagements (CGA) ont été mis en place pour l'application des mesures d'atténuation.

**Évaluation des PESEC**

Le projet est classé dans la catégorie B. Sa mise en œuvre n'engendre pas d'impacts négatifs significatifs en matière environnementale et sociale. Les impacts potentiels des techniques culturales préconisées dans l'intensification agricole et des aménagements hydro-agricoles

La formation des exploitants à la bonne utilisation des engrais et pesticides ont été réalisées au bénéfice des membres des comités intrants des OPA bénéficiaires. Ces membres ont aussi été formés à l'utilisation rationnelle des engrais et des produits phytosanitaires. Plusieurs OPA dans le cadre de la collaboration avec la foundation Seamaul ont été formés à la production de compost et au respect des normes de gestion environnementale.

Très peu d'effets négatifs sont issus des aménagements hydro-agricoles durant les phases de travaux des sites rizicoles et maraichers car la majorité des sites aménagés sont de taille inférieure à 50 ha. Des études environnementales et sociales ont été réalisées et des comités de gestion des aménagements (CGA) mis en place pour l'application des mesures d'atténuation. La formation des membres de ces CGA formation sera renforcée cette année 2020 avec la livraison des sites aménagés.

**d. Gestion et exécution financière**

**Taux de décaissement acceptable**

**Note: 4**

**Notation précédente: 2**

**Justification de la note**

Le taux de décaissement des ressources extérieures est de 79% . Les taux réels de décaissement par source de financement : (a) Prêt/Don FIDA 84,20% en DTS, (b) Don ASAP, 67,78% en DTS. Les projections des dépenses à réaliser jusqu'à la clôture du PROPACOM OUEST donnent à date un taux d'engagement prévisionnel respectivement de 96,37% sur les ressources du Prêt/Don FIDA et 86,38% sur les ressources du Don ASAP. Il est aussi à noter que les engagements financiers fermes à solder sur le Prêt/Don FIDA ont été évalués à 1,154 milliards FCFA, dont 633 millions FCFA sur des marchés de génie civil.

**Principaux problèmes**

Sur les deux financements, Les dépenses d'investissement représentent 78% des dépenses réalisées sur une prévision après restructuration de 81%. Les charges récurrentes sur le Prêt/Don FIDA, représentent à date 25% des dépenses réalisées et pourraient atteindre 26% à la clôture du Projet pour une prévision de 23% après restructuration du Projet. Plus spécifiquement, à 7 mois de la date d'achèvement, le PROPACOM a réalisé 41% de ses prévisions de dépenses



d'infrastructures et espèrent consommer 81%<sup>[1]</sup> des ressources prévues sur les infrastructures avant la clôture. Pour rappel, les ressources prévues pour les dépenses d'infrastructures sur les financements FIDA et ASAP se chiffrent à 4,300 millions USD.

Au 31.03.2020, le taux de décaissement effectif sur la catégorie Biens, Services, Intrants et Dons & Subventions est respectivement de 111% sur le Prêt/Don FIDA et 101% sur le Don ASAP. Pour tenir compte des engagements financiers sur la catégorie jusqu'à la date de clôture<sup>[2]</sup>, il est proposé de porter l'allocation amendée en mai 2020, respectivement 1,645 millions DTS pour le Prêt/Don FIDA et 815.000 DTS sur le Don ASAP.

La mission a aussi rappelé à l'UCP la Directive ci-après du FIDA<sup>[3]</sup> qui stipule qu'« à titre exceptionnel, des paiements seront consentis dans des catégories accusant des dépassements: pendant la période de six mois précédant la date d'achèvement du projet ». Ainsi, une requête formelle de réallocation technique ne sera pas nécessaire.

Sur la période 2016/2019, le taux d'exécution financière moyen du PTBA se situe à 71%<sup>[4]</sup>, avec des taux de réalisations financières supérieures en moyenne à 110%<sup>[5]</sup> sur la composante Coordination et Gestion.

Au 31/03/2020, le taux d'exécution financière du PTBA sous revue (la période janvier/mars représente 40% du montant PTBA globale 2020) est de 28%. La mission a noté une asymétrie importante entre les dépenses sur les composantes techniques et la composante Gestion/Coordination. Les réalisations financières effectives sont moins de 22% des prévisions de dépenses sur les deux composantes techniques alors qu'elles sont de 82% des prévisions sur la composante Coordination et Gestion. Le montant des engagements financiers en cours est sensiblement important (661 millions FCFA) notamment sur la composante Amélioration de la Production Agricole (616 millions FCFA). Malgré les mesures préconisées par la mission de restructuration, les coûts récurrents du PROPACOM demeurent toujours importants et nécessitent de rationaliser les frais de fonctionnement courant et de missions pour améliorer l'efficacité financière.

Pour contenir les charges de gestion, la mission a proposé que l'UCP établisse trimestriellement un plan de dépenses par rubrique budgétaire, avec objectifs de dépenses à ne pas dépasser (à transmettre au FIDA pour ANO). Les analyses mensuelles sur les dépenses de fonctionnement permettront à l'UCP d'effectuer des ajustements allant dans le sens de contenir les charges récurrentes pour améliorer l'efficacité

<sup>[1]</sup> Les décomptes attendus sur les marchés d'infrastructures en cours d'exécution ont été évalués à environ 1,620 millions USD

<sup>[2]</sup> En tenant compte des dépenses à réaliser jusqu'à la clôture du Projet, l'allocation sur la catégorie après réallocation de mai 2020 serait respectivement consommée à 120% sur le Prêt/Don FIDA et 135% sur le Don ASAP

<sup>[3]</sup> Manuel Opérationnel, Administration des Prêts et Dons (2001), « Administration des prêts pendant l'exécution des projets »

<sup>[4]</sup> L'exécution financière du PTBA est respectivement de 73% en 2016 ; 70% en 2017 ; 72% prévu en 2018 ; 70% en 2019

<sup>[5]</sup> Plus précisément sur la période entre 2017 et 2019

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Plan de trésorerie pour 2020</b>  Élaborer, pour 2020, un plan de trésorerie en fixant des dates de décaissements basées sur des déclencheurs de décaissement (ordre de service pour une avance de démarrage, date de livraison pour le paiement des équipements ou intrants...).	Coordo. / RAF	12/2019
<b>Analyses mensuelles des dispenses de fonctionnement</b>  Effectuer des analyses mensuelles des dépenses de fonctionnement afin d'effectuer des ajustements allant dans le sens de contenir les charges récurrentes et améliorer l'efficacité	Cord/RAF	06/2020
<b>Plan de dépense trimestriel sur la catégorie « Fonctionnement, Indemnités et Salaires</b>  Etablir trimestriellement un plan de dépense sur la catégorie « Fonctionnement, Indemnités et Salaires » par rubrique budgétaire (à transmettre au FIDA pour ANO), avec des objectifs de dépenses à ne pas dépasser	Cord/RAF	06/2020
<b>Proposition d'allocation</b>  Proposer de porter l'allocation amendée de la catégorie Biens, Services, Intrants et Dons & Subventions, respectivement à 1,645 millions DTS pour le Prêt/Don FIDA et 815.000 DTS sur le Don ASAP	FIDA	06/2020

## Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 5

Notation précédente: 4

### Justification de la note

Le risque fiduciaire été évalué comme « moyen » et la qualité de la gestion financière et comptable « modérément satisfaisante ». Le niveau modéré du risque fiduciaire s'explique par le faible Reporting financier, la complexité des procédures de liquidation des dépenses qui rallonge les délais de paiement et aussi, met à mal le principe de séparation des tâches et des dispositions contractuelles de décaissement des budgets aux partenaires d'exécution qui ne garantissent pas une justification des fonds dans des délais raisonnables.

### Principaux problèmes

Les mécanismes de prévisions Budgétaires en 2020 ont été améliorés avec une planification financière indexée sur les dépenses effectives à réaliser et non les engagements à prendre. A ce stade, il importe **d'optimiser la productivité** des Partenaires d'exécution dans la mise en œuvre. Cela suppose, d'**améliorer l'efficacité opérationnelle** en anticipant dans la planification des activités et en faisant **preuve de pugnacité**, pour le respect des chronogrammes d'activités.

Pour la gestion des décaissements, le PROPACOM aura à établir **un plan des dépenses** sur les Comptes Désignés FIDA et ASAP à partir duquel sera proposé au FIDA, **un plan de recouvrement des avances initiales**.

En comptabilité, l'encours des avances non justifiées au 31.03.20 (**l'échéance n'est pas échue**) se chiffre de 636 millions FCFA. La mission a convenu avec le SAF : (a) que le décaissement de la dernière tranche des frais de prestations de BNETD (sur Avenant 1 et 2) soit conditionné à la justification complète des fonds mis à sa disposition pour la réalisation des infrastructures ; (b) d'effectuer des missions de contrôle auprès des COOPEC afin de vérifier l'utilisation effective des subventions en intrants et en équipements au bénéfice des OPA, ainsi que celle relatives à l'appui institutionnelle au profit de l'UNACOOPEC. Il s'assura de la remontée des pièces justificatives des dépenses au niveau de l'UCP (**un plan de dépenses et un chronogramme pour la transmission des pièces de dépenses avant la date d'achèvement sera demandé à l'UNACOOPEC**). Concernant les structures en charge de l'Alphabétisation fonctionnelle des OPA, le PROPACOM a reçu des pièces justificatives de dépenses en cours de traitement. La mission a suggéré, dans le souci de maîtriser les flux de fonds et le risque de surliquidité, que les avances de fonds soient désormais adossées à des plans d'actions budgétisés, avec **une justification mensuelle des dépenses**. La même modalité a été proposée pour l'avance de fonds SODEXAM. Au préalable, il importe au vu des contraintes actuelles, de procéder à une réévaluation des activités et du budget objectivement réalisable jusqu'à la date d'achèvement.

Globalement, les décaissements effectifs par Bailleur sont conciliables avec les réalisations budgétaires. Mais le risque fiduciaire lié à la gestion de la trésorerie demeure, car l'Agent Comptable continue à émettre des chèques en son nom propre pour payer<sup>[1]</sup> les dépenses relatives à la réalisation des ateliers.

**Concernant le Système comptable**, le Service Administratif et Financier n'a pas pris les dispositions pour supprimer et transférer toutes les charges immobilisées dans le compte 21 en remplacement du compte 20 (Charges immobilisées) désormais supprimé dans le SYSCOHADA Révisé. Le suivi des recommandations des missions de supervision a apporté des résultats significatifs sur le système d'information financière, en termes de lisibilité des réalisations budgétaires et des engagements financiers par composantes et/ou catégorie de dépense.

**Concernant le Reporting financier**, les États Financiers non audités de l'exercice 2019 n'ont pas été transmis au FIDA à la date du 30 avril 2020. La mission a suggéré au Service Administratif et Financier de **produire un tableau de bord de Gestion** sur la base du modèle transmis. Le reporting financier mensuel devrait être plus analytique sur la **corrélation entre les coûts d'intervention et les dépenses d'investissements productifs** afin de donner au Management une lisibilité sur le profil des dépenses et l'efficacité financière.

[1] La recommandation faite par la mission de supervision de novembre 2017, à savoir la nomination par le Ministère des Finances d'un Caissier qui sera en charge de la gestion financière des Ateliers/Séminaires et la caisse de menues dépenses, n'a pas été mise en œuvre

[1] La recommandation faite par la mission de supervision de novembre 2017, à savoir la nomination par le Ministère des Finances d'un Caissier qui sera en charge de la gestion financière des Ateliers/Séminaires et la caisse de menues dépenses, n'a pas été mise en œuvre

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Creation d'un comité d'approbation dans le cadre des fonds intrants</b>  Instaurer un comité pluridisciplinaire et requérir l'ANO du FIDA sur sa composition, pour examiner et approuver les montants à octroyer à chaque bénéficiaire désigné par le CRC sur les fonds intrants.	COORDO/SFR	01/2018
<b>Préparer une DRF sur le Prêt/Don FIDA et sur le Don ASAP</b>	RAF/Comptable	06/2018
<b>Acquérir une version multi sites permettant aux CAFM dans les antennes et aux Assistants Comptables au niveau de l'UCP de faire des saisies et au RAF d'avoir la possibilité d'exploiter la base de données comptable à partir de son poste.</b>	Coordonnateur/RAF	06/2018
<b>Installation UCP au niveau d'une antenne</b>  Après la clôture du projet PROPACOM, envisager la possibilité d'installer l'UCP à Man ou à Séguéla, avec une antenne dans l'autre localité.	COORDO/RAF	09/2018
<b>Transmettre au FIDA le PTBA 2019 du PROPACOM OUEST au plus tard le 31/10/2018</b>	RAF/Coordonnateur	10/2018
<b>Carnets de bord véhicules</b>  Améliorer des carnets de bords des véhicules	RAF/ Comptable	11/2018
<b>Système de Perdiem</b>  Retourner à l'ancien système de perdiem 30 000 CFA par jour du au non-respect des conditions contenues dans le memorandum.	FIDA, Gouvernement	11/2018

<b>Dossiers relatifs aux missions du personnel.</b> Traiter avec rigueur des dossiers relatif aux missions du personnel.	Coordonnateur, RAF	11/2018
<b>Imputations a tort.de 38 406 402 CFA</b> Régulariser le montant de 38 406 402 CFA des imputations a tort.	RAF / Comptable	11/2018
<b>pièces justificatives des DRFs.</b> Contrôler rigoureusement des pièces justificatives avant leur soumission en DRF.	RAF / Comptable	11/2018
<b>Justificatifs des avances octroyées aux partenaires.</b> Assurer la remontée dans les délais les justificatifs des avances octroyées aux partenaires.	RAF/CAFM	11/2018
<b>Fiche de congés</b> Renseigner les fiches de congés.	RAF / Comptable	11/2018
<b>Dossiers du personnel</b> Mettre à jour les dossiers du personnel.	RAF, Assistant Comptable	11/2018
<b>Respect des procédures de gestion du carburant</b> Respecter le manuel de procedure pour ce qui est de la gestion des cartes de carburant	Coordonnateur/RAF	03/2019
<b>Pièces justificatiives des 15.5 Millions de CFA de carburant</b> Produire les pièces justification des 15.5 Millions de CFA de carburant	RAF/comptable	03/2019
<b>Pièces justifiant 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement.</b> Produire les pièces justification des 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement.	RAF / Comptable	03/2019
<b>Re-paramétrage de TOMPRO</b> Re-paramétrer le tableau de bord Tom2 afin de produire l'exécution du PTBA en temps réel.	RAF / Comptable	03/2019
<b>Responsable passation des marchés.</b> Recruter un Responsable passation des marchés.	Coordonnateur, RAF	03/2019

<b>Conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission</b>  Assurer la conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptables (MPAFC) en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission	Coordonnatrice	10/2019
<b>Gestion du carburant</b>  Réconcilier mensuellement le volume de carburant acheté, les prises de carburant, et l'objet de l'utilisation du carburant pris, avant une nouvelle acquisition	Coord./RAF	10/2019
<b>Mise en place d'un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations</b>  Mettre en place un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations formulées à l'intention du PROPACOM OUEST quelle que soit la source, afin de s'assurer plus facilement de leur mise en œuvre	RAF	10/2019
<b>Vérifier la qualité et la quantité des biens et services livrés avant paiement</b>  Assurer que (i) les biens et services, dont la livraison doit être faite directement aux bénéficiaires, sont livrés en quantité et en qualité avant le paiement, (ii) les biens et services, dont la livraison doit être faite à une entité autre que les bénéficiaires, sont effectivement remis aux bénéficiaires et mis en état d'utilisation	Coord./RAF	10/2019
<b>Signature des rapprochements bancaires</b>  Signer (par la Coordonnatrice) les états de réconciliation des opérations bancaires	Coordonnatrice	10/2019
<b>Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires en cas de nouvelle convention</b>  Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires au profil des besoins de trésorerie des activités des futures conventions et utiliser les possibilités de payer directement (méthode de paiement direct) les factures des entreprises avec lesquelles le partenaire a conclu un contrat dans le cadre de la convention	Coord./RAF	10/2019
<b>Budget 2019</b>  Élaborer un Budget 2019 réaliste pour en faire un outil efficace de prévisions des réalisations à produire pour les bénéficiaires, en tenant compte de l'expérience dans l'exécution des PTBA des années antérieures	Coord./RAF	10/2019
<b>Renforcer l'équipe de gestion financière par un personnel temporaire</b>  Faire assister l'équipe de gestion financière par des ressources humaines temporaires (stagiaire, consultant) pour les activités qui n'exigent pas une compétence technique élevée, au besoin	Coordonnatrice/RAF	11/2019

<b>Definition des délais d'exécution pour chaque activite et regles de gestion et procédures d'explication des écarts budgétaires</b>  Définir (i) les délais d'exécution pour chaque activité de l'élaboration du budget, et (ii) les règles de gestion et la procédure pour expliquer les écarts budgétaires éventuels et prendre une action de correction	Coord./RAF	12/2019
<b>Frais de prestations de BNETD</b>  Conditionner le décaissement de la dernière tranche des frais de prestations de BNETD (Avenants 1 et 2) avec la justification complète des fonds mis à sa disposition pour la réalisation des infrastructures	Coord/ SAF	04/2020
<b>Missions de terrain auprès des COOPEC</b>  Effectuer des missions de terrain auprès des COOPEC pour afin de vérifier l'utilisation effective et la subvention d'équipement	RAF/Comptable	04/2020
<b>Justification des avances aux partenaires</b>  Proposer aux Structures Partenaires une procédure de justification mensuelle des dépenses réalisées	Coordonnateur/RAF	04/2020
<b>Methodes d'avances de fonds aux structures en charge de l'Alphabétisation fonctionnelle</b>  Effectuer désormais les avances de fonds à justifier aux structures en charge de l'Alphabétisation fonctionnelle à partir de plans d'actions budgétisés en lieu et place de la méthode forfaitaire appliquée actuellement	RAF	04/2020
<b>Plan de dépenses et plan de recouvrement des avances initiales</b>  Proposer au FIDA un plan de des dépenses jusqu'à la clôture sur les Comptes Désignés et un plan de recouvrement des avances initiales	Coordonnateur/RAF	04/2020
<b>Corriger le PTBA 2018 révisé dans le logiciel comptable</b>	RAF/Comptable	
<b>Re-equilibrage taux d'execution</b>  "Inverser la tendance du projet par une hausse des taux d'exécution sur les composantes techniques et une baisse des dépenses sur la composante Coordination/Gestion. date limite immediat"	COORDO/RAF	
<b>Affectation d'un caissier</b>  "Demander au Ministère des Finances de nommer un caissier qui sera affecté au PROPACOM-OUEST pour encaisser tous les chèques destinés aux paiements en espèces pour les ateliers et les menues dépenses. date limite immediat"	COORDO / AC/ MINADER	

<b>Gestion des fonds versés aux partenaires</b>  "Appliquer les modalités suivantes pour la gestion des fonds versés aux partenaires : double signature sur un compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM-OUEST ; Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA ; Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires ; Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers. date limite immédiat"	RAF	
<b>Classement contrats</b>  "Classer l'exemplaire original du contrat OP/Antenne/IF avec les ordres de paiement en sus des listes de bénéficiaires et des montants correspondants date limite immédiat"	COPA/SFR	
<b>Convention BNETD</b>  "Corriger, dans l'avenant de la convention avec le BNETD, les libellés des rubriques correspondant aux budgets de 32 000 000 F et 134 880 000 F en faisant la répartition entre les honoraires et les frais de gestion sur les travaux pour PROPACOM Ouest. date limite immédiat"	COORDO/RAF	
<b>Assurer que les bénéficiaires ne signent l'ordre de paiement qu'au moment de la réception des intrants chimiques à leur niveau.</b>	COORDO/SFR	
<b>Budget UNACOOPEC 2</b>  "Préciser le contenu du rapport financier mensuel à fournir par l'UNACOOPEC, y compris la production de l'état de rapprochement du compte dédié accompagné du relevé bancaire. date limite immédiat"	SFR/RAF	
<b>Gestion du compte d'opération</b>  "Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF. date limite immédiat"	COORDO/AC	
<b>Convention SODEXAM</b>  "SODEXAM doit accélérer la mise en œuvre de la convention signée avec le Projet et mettre en œuvre les recommandations de la mission précédente relative à la gestion des fonds versés par le projet date limite immédiat"	COORDO/RAF	

<b>Budget UNACOOPEC</b>  Redéfinir le budget afférent aux 452 millions versés à l'UNACOOPEC afin de l'ajuster à un calendrier d'exécution basé sur la réalité des besoins des campagnes de 2017 à 2019. date limite immédiat	COORDO/SFR	
<b>Ecritures comptables relatives aux DPD</b>  "Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les DPD afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations. date limite immédiat et continu"	RAF/ CPT (Comptable)	

**Qualité et ponctualité des audits**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Le rapport a été reçu à temps, la qualité des états financiers est modérément satisfaisante et les contrôles faits par l'auditeur sur le fonctionnement du système de contrôle interne n'ont pas relevé des faiblesses majeures.

#### Principaux problèmes

Parmi les recommandations principales formulées par l'auditeur au niveau de contrôle interne on peut citer:

xiger la production régulière des rapports d'activité et financiers dans le cadre de la convention avec le UNACOOPEC-CI;

aciliter la tenue de la comptabilité au niveau des antennes

eclasser les équipements (véhicules et matériels informatiques) mis a la disposition des partenaires dans les immobilisations du PROPACOM-ouest pour assurer leur suivi;

onvoquer régulièrement les réunions du COP;

ssurer un suivi de la consommation de toutes les cartes carburant

**Fonds de contrepartie**

**Note: 3**

**Notation précédente: 5**

#### Justification de la note

La participation financière du Gouvernement a été évaluée à 1,800 milliards FCFA (environ 3,7 millions USD) en numéraire et en exonération de taxes et droits. Au titre de l'exercice 2020, la promesse d'engagement de l'Etat suite aux arbitrages budgétaires est de 100 millions FCFA sur lequel 20 millions FCFA ont été décaissés, soit un taux de décaissement de 20%. La promesse d'engagement de l'Etat représente moins de 50% de la participation en numéraire prévue dans le PTBA 2020. Au 31/03/2020, la participation financière du Gouvernement se chiffre à 1,115 milliards FCFA (environ 307 millions FCFA sous forme d'exonération de taxes), soit au total 62% des prévisions après restructuration.

#### Principaux problèmes

La mission a relevé : (a) le paiement au PROPACOM OUEST entre janvier/février 2020 d'un montant de 16 millions FCFA au titre du **reliquat des fonds de contrepartie alloués au PROPACOM en 2019** et non décaissés au 31/12/2019. La mission rappelle que le PROPACOM est clôturé depuis le 31/12/2018 (b) la provision uniquement de la dotation de carburant en faveur du Coordonnateur pour un montant 1,700 millions FCFA sur l'ensemble de la programmation budgétaire 2020 de l'Etat au profit du PROPACOM OUEST. La mission rappelle que sur la rubrique budgétaire Carburant du PTBA 2020 prévoit une allocation d'environ 16 millions FCFA au total dont 15 millions FCFA, sur la part bailleur et 1, 700 million FCFA sur la part Etat. Elle a informé l'UCP que toute modification de cette dotation devra faire l'objet d'une ANO du FIDA.

Sur les dépenses réalisées sur les fonds de contrepartie, la mission relève des « indemnités de fonctions » mensuelles



d'un montant de 1,150 millions FCFA versées Aux trois membres<sup>[1]</sup> de la Cellule Focale de Suivi/Evaluation Externe du PROPACOM/PROPACOM OUEST du MINADER interagissant sur la mise en œuvre du Projet suivant Décision n°003 MINADER en date du 31/03/2016 qui stipule en son article 2 que « *les membres de la Cellule ont droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur* ».

La mission n'a malheureusement pas reçu l'arrêté du MINADER fixant le montant des indemnités des membres de la Cellule SE et demande la transmission dudit document au Bureau FIDA en Côte d'Ivoire pour information. Par ailleurs, la mission rappelle que tout arrangement institutionnelle dont la mise en place d'une cellule de suivi-évaluation externe du projet doit faire au préalable l'objet de l'accord des parties à l'accord de financement.

Concernant la dotation de carburant de l'Assistant Comptable et du Contrôleur Financier, la mission note qu'elle s'appuie sur une décision en date de 31/12/2012, de la Conseillère Spéciale du Ministère de l'Economie et des Finances, Coordinatrice des Coordinateurs des Projets de la Banque Mondiale<sup>[2]</sup> précisant que cette dotation de carburant n'est pas à justifier par le bénéficiaire. Elle a attiré l'attention de l'UCP et du RAF en particulier, que les conclusions du PV susmentionné n'ont pas un caractère juridique/légale ; au plus, ces conclusions s'appliquent spécifiquement aux Projets financés par la Banque Mondiale. Elles ne constituent pas une base légale applicable aux Projets financés par le FIDA. La mission a par conséquent demandé au PROPACOM OUEST, en attendant la prise d'un d'Arrêté/décision sur la fixation des indemnités et autres avantages applicables aux Projets financés par le FIDA, d'octroyer la dotation de carburant à l'Assistant Comptable et au Contrôleur Financier sous forme de avances de fonds à justifier. Les pièces justificatives devront faire l'objet d'un contrôle financier .

Enfin, des échanges avec le service financier, la mission retient que la facture du fournisseur RMG/COTE D'IVOIRE SA relative à l'acquisition d'intrants pour un montant de 20,680 millions FCFA sera réglée sur les fonds de contrepartie, suite au rejet de la dépense par le FIDA, pour défaut d'ANO sur le processus de passation de marché

La mission a suggéré à l'UCP, de réviser la programmation budgétaire de l'Etat 2020 de 100 millions FCFA afin de prendre en compte (a) la dépense d'intrants de 20,6 millions FCFA ; (b) les dotations de carburant de l'Assistant Comptable et le Contrôleur Financier (*à décaisser initialement sur le reliquat des fonds de contrepartie libérés sur le PROPACOM*)-

<sup>[1]</sup> Coordinateur Cellule, Coordinateur Adjoint Cellule, Chargé de Suivi

<sup>[2]</sup> Relevé de Conclusion de la Rencontre Tenue le 31/12/2012 sur les difficultés de fonctionnement de l'Agent Comptable du PFCTCAL

<sup>[1]</sup> Coordinateur Cellule, Coordinateur Adjoint Cellule, Chargé de Suivi

<sup>[2]</sup> Relevé de Conclusion de la Rencontre Tenue le 31/12/2012 sur les difficultés de fonctionnement de l'Agent Comptable du PFCTCAL

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Contributions des bénéficiaires</b> Évaluer et comptabiliser systématiquement les contributions des bénéficiaires	RAF/CAFM	03/2019
<b>Utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie</b> Vérifier l'utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie totalisant XOF 100 millions inscrits dans le budget de l'Etat.	RAF/ Auditeur Externe	06/2019
<b>Valoriser les contributions en nature de l'État</b> Valoriser les contributions en nature de l'État (électricité, eau, terrain...) avant arrêté des états financiers 2019.	Coord./RAF	12/2019
<b>Transmission arrêté du MINADER</b> Transmettre l'arrêté du MINADER fixant le montant des indemnités des membres de la Cellule SE au FIDA	Coordonnateur	04/2020
<b>Enregistrements comptables des taxes concédées par le Gouvernement</b> Mettre à jour dans les enregistrements comptables, les taxes concédées par le Gouvernement, notamment sur les marchés d'infrastructures	RAF/Comptable	06/2020
<b>Réviser la programmation budgétaire de l'Etat</b> Réviser la programmation budgétaire de l'Etat de 100 millions FCFA afin de prendre en compte (a) la dépense d'intrants de 20,6 millions FCFA ; (b) les dotations de carburant de l'Assistant Comptable et le Contrôleur Financier (non prévu sur les fonds de contrepartie du PROPACOM OUEST)	MINADER Représentant de l'Emprunteur Coordonnateur	06/2020
<b>Suspension des décaissements des Fonds de Contrepartie sur le Projet PROPACOM</b> Suspendre les décaissements de Fonds de Contrepartie sur le Projet PROPACOM, qui a été clôturé le 31/12/2018	Représentant de l'Emprunteur/ Coordonnateur	06/2020

**Conformité avec les clauses des prêts**

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### **Justification de la note**

La mission n'a pas relevé de manquements susceptibles de compromettre la mise en œuvre du projet. Les conditions-clé des clauses de l'AF sont respectées sauf sur la régularité du reporting suivant les périodicités retenues par la LTB.

#### **Principaux problèmes**

- ☐ La 1ère version du PTBA 2020 a été transmise au FIDA le 22 novembre 2019 et l'ANO a été obtenu le 06/12/2020;
- ☐ Le rapport d'activités du 1er trimestre 2020 n'a pas été transmis au FIDA;
- ☐ Les États Financiers non audités de l'exercice 2019 n'ont pas été transmis au FIDA avant le 30/04/2020 ;
- ☐ Le Rapport Financier Intérimaire (RFI) n'est pas élaboré suivant le canevas transmis aux Projets/Programmes par le FIDA et transmis suivant la périodicité convenue dans la LTB;
- ☐ Le démarrage de la mission de terrain de l'audit des comptes 2019 est prévu le 18 mai 2020, le rapport définitif est attendu au plus tard le 15 juin 2020.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Rapport Financier intérimaire</b>  Etablir le Rapport Financier Intérimaire suivant la périodicité prévue dans la LTB	RAF	07/2019

### Évaluation de la passation des marchés

**Passation des marchés**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

La passation des marchés du Projet est globalement conforme pour l'essentiel, le pourcentage de réalisation est de l'ordre de 43,33%. La qualité des dossiers est acceptable mais doit être amélioré surtout au niveau des marchés sur demande de cotation dont: (i) la non divulgation dans la lettre de demande de cotation des noms, adresse et contacts téléphonique des membres du comité de sélection. Par contre, il faut indiquer les noms et adresses des autres prestataires consultés pour les besoins de transparence ; (ii) l'insertion d'un minimum de qualification requise pour être admissible en dehors du prix ; (iii) la transmission de lettres de remerciement aux prestataires non retenus autant que faire se peut pour la transparence ; (iv)- le non examen d'une (1) seule ou de deux (2) offres dans le cadre de ce mode de passation car la procédure veut que le minimum soit 3 offres.

#### Évaluation de la passation des marchés

Le PPM 2019-2020: le Plan de passation des marchés 2020 est effectivement fait sur la base du format laissé au RPM lors de la dernière mission de supervision d'Octobre 2019 et qui était une des recommandations, la mission se félicite de cet état de fait. En ce qui concerne l'état d'avancement de la mise en œuvre du PPM 2020, il ressort que sur un total de 30 marchés prévus toutes catégories confondues, 13 marchés ont été exécutés soit un pourcentage d'exécution de l'ordre 43,33% à la date de la mission de supervision d'avril 2020 et 11 sont en cours de passation plus ou moins avancée. Ce pourcentage devra augmenter de façon significative à fin Juillet si la tendance actuelle se poursuit et que la pandémie s'arrêtait. (Voir causes et détails dans le rapport en annexe). La mission juge l'efficacité de la mise en œuvre du PPM 2019-2020 du PROPACOM de modérément satisfaisant.

Revue des marchés /contrats : La mission a passé en revue un échantillon représentatif de marchés/contrats dont la liste est jointe en annexe et a formulé globalement, les commentaires et recommandations suivants : (voir en annexe, les fiches d'évaluations des marchés par catégorie)

Appropriation des documents types. La mission note une amélioration dans l'utilisation des documents types suite aux recommandations de la mission d'octobre et encourage le personnel en charge des marchés à continuer dans ce sens. Aspect jugé par la mission comme Modérément satisfaisant.

Qualité des dossiers. La qualité des dossiers passés en revue est dans l'ensemble acceptable. Toutefois, une amélioration doit être apportée surtout au niveau des marchés sur demande de cotation. (Voir fiches d'évaluation et rapport en annexe). La mission juge la qualité des dossiers de modérément satisfaisante

Respect des dispositions de l'Accord de Prêt et de la réglementation national. Le constat général révèle une application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. Toutefois, une amélioration doit être apportée dans la conduite du processus notamment en ce qui concerne les marchés sur demande de cotation. Aspect jugé de modérément satisfaisant.

Conformité des dossiers sur la forme et dans le fond. La mission note une conformité pour l'essentiel du processus sur la forme et dans le fond sous réserve des remarques énoncées ci-dessus. La mission encourage le projet pour la mise en œuvre des améliorations suggérées comme recommandations. Aspect jugé de modérément satisfaisant.

Gestion des contrats : Les paiements effectués sont en conformité avec les modalités de paiements indiquées dans les contrats. La mission s'en félicite et encourage le programme à continuer cette pratique. Aspect jugé par la mission comme Modérément satisfaisant.

Registre des contrats. La mission a noté que le projet a tenu compte de la recommandation portant sur l'utilisation du formulaire C10 portant sur le modèle de registre de contrat devant être utilisé et s'en félicite. La mission juge cet aspect de modérément satisfaisant.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Services d'entretien et fourniture de bureau</b>  Faire figurer dans le PPM tous les contrats d'entretien des véhicules, du parc informatique et de fourniture de bureau.	Consultant RP	12/2020
<b>Archivage</b>  Revoir l'archivage des dossiers liés à la passation des marchés afin de permettre une traçabilité des processus mis en œuvre et faciliter les revues et/ou audit en regroupant en un seul classeur toute la documentation d'un processus.	RAF/Consultant MP	12/2020
<b>Composition du comité d'évaluation interne</b>  Faire intervenir autant que faire se peut l'assistant du suivi-évaluation à Man pour pallier aux retards constatés dans l'évaluation des offres pour non disponibilité du RSE, Président du comité d'évaluation dans les délais afin d'améliorer la diligence dans le fonctionnement du comité interne de passation	Coordo	12/2020
<b>Contrat d'entretien</b>  Faire figurer dans le PPM, tous les contrats d'entretien des véhicules, du parc informatique et de fourniture de bureau.	Consultant PM	12/2020
<b>Formulaire sur la corruption et la fraude</b>  Utiliser de façon systématique, les formulaires sur la corruption et la fraude dans les processus engagés au niveau du programme (documents rendus disponibles par la mission)	Consultant RP	12/2020
<b>Contenu de la demande de cotation</b>  Dans les lettres et processus sur demande de cotation : - Ne pas divulguer dans la lettre de demande de cotation les noms, adresse et contacts téléphonique des membres du comité de sélection. Par contre, il faut indiquer les noms et adresses des autres prestataires consultés pour la transparence. - Indiquer le minimum de qualification requise pour être admissible en dehors du prix. - Adresser des lettres de remerciement autant que faire se peut pour la transparence. - Ne plus examiner 1 ou 2 offres dans le cadre de ce mode de passation car la procédure veut que le minimum soit 3 offres.	Coordo/Consultant MP	12/2020

#### **e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution**

**Probabilité d'atteindre l'objectif de développement**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

##### **Justification de la note**

Après la restructuration du projet, la mise en œuvre se passe bien pour atteindre l'objectif de développement.

**Évaluation de la performance globale de l'exécution**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

##### **Justification de la note**

La performance globale du projet s'est améliorée suite à sa restructuration.

## F. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Vue d'ensemble et avancement du projet</b>		
<b>Barrage de Bobi et aménagement du périmètre irrigué en aval : Utilisation du reliquat disponible (sur la Convention MOD et sur le budget du Projet) - Supervision et contrôle des travaux</b>  - Faire une évaluation des points critiques à traiter sur la piste d'accès au barrage et sur cette base faire une proposition d'utilisation du reliquat en priorisant : o Les travaux de réhabilitation de la piste de désertes du périmètre (4km) et le reste de l'aménagement des superficies en aval (55,91 ha) à l'entreprise ayant obtenu le lot 3 ; o 7 ha de périmètres maraîchers restants (hors MOD : ceci si c'est possible en adoptant une procédure accélérée ou gré à gré de passation de marchés (avenant aux contrats des entreprises sélectionnées pour les travaux d'aménagement de la première tranche de 5 ha de sites maraîchers).	UCP/BNETD	05/2020
<b>Mission de suivi de la MOD et des travaux d'infrastructure rurale</b>  Organiser une mission de suivi du MOD et des travaux d'infrastructures rurales (barrage, piste rurale, infrastructure marchandes, aménagement des sites maraichers et rizicoles, etc.)	FIDA/MINADER	08/2020
<b>Achèvement du projet : Collecte de données</b>  Mettre à disposition de l'UCP un statisticien de la DGPSP du MINADER pour appuyer l'UCP dans la préparation des données économiques de l'analyse économique et financière ou bien recruter un consultant-expert dans ce domaine  Immediate et continue	MINADER/UCP	10/2020
<b>Evaluation des OPA</b>  Recruter un consultant indépendant pour effectuer une évaluation complète des OPA ciblées par le Projet en administrant l'outil d'évaluation de leur maturité et en capitalisant leurs mécanismes d'offre de services à leurs membres et de développement de relations stratégiques avec les autres acteurs des chaînes de valeur (cette activité sera donc refléter dans le PTBA et le PPM qui seront révisés en conséquence)	RSE/CSE/CPA	12/2020
<b>Stratégie de sortie du volet appui aux OPA</b>  Associer les institutions de la profession agricole (organisations faitières des producteurs, interprofessions, plateformes d'OP/OSC en appui à l'agriculture familiale) aux réflexions sur la stratégie de sortie du projet	Coordo	12/2020

<b>Avenant UNACOOPEC et finalisation des nantissements</b>  Finaliser l'Avenant UNACOOPEC pour ne pas créer des dépenses inéligibles et faciliter l'établissement et de l'exécution du contrat de gage entre UNACOOPEC et les OPA	RPM/UNACOOPEC/Cabinet légal	12/2020
<b>Mise en place unilatéralement de garantie supplémentaire</b>  Informé par écrit l'UNACOOPEC que décision sa unilatérale d'exiger une contribution supplémentaire de 10% de l'OPA pour les prêts de 10 millions de francs et plus, n'est pas acceptable car entraînerait une révision de l'accord de financement avec le FIDA, ce qui n'est pas conseillé dans l'année d'achèvement du projet	MINADER/FIDA/UCP	05/2021
<b>Efficacité en matière de développement</b>		
<b>Païement des sous-traitants</b>  Contrôle et supervision des travaux de reboisement (Projet Flanc des Montagnes et Projet Muraille Verte) Régulariser les factures aux prix réels tels que mentionnés dans chaque convention pour solder les comptes de chaque prestation effectivement réalisée.	MINEF/MINADER/UCP	04/2020
<b>exécution des activités de formation par la SODEXAM</b>  Mettre à la disposition du Projet par la SODEXAM d'un chauffeur ainsi du planning d'utilisation du véhicule, qui doit être restitué avant l'arrêt de la convention afin d'accélérer l'exécution de formation des bénéficiaires et des agents d'encadrement agricole.	DEP/SODEXAM/FIDA	04/2020
<b>Barrage de Bobi et aménagement du périmètre irrigué en aval</b>  Supervision et contrôle des travaux : -Instaurer des réunions de supervision mensuelle des chantiers regroupant tous les acteurs (entreprises, BNETD, UCP, DMEME et COOP-DABO...) pour assurer un suivi régulier des chantiers ; - Veiller à ce que le BNETD mette en demeure les entreprises ABC et MAELY pour finaliser la mobilisation des engins et matériels conformément aux marchés et pour le respect strict des délais d'exécution ;	Consultant GR	04/2020

<p><b>Suivi des travaux des Aménagement hydroagricoles (rizicoles et maraichers) et infrastructures marchandes</b></p> <p>- Prioriser le recrutement d'un consultant en Génie Rural pour la supervision et le suivi rapproché des aménagements hydroagricoles.</p> <p>En cas d'échec, envisagé un cahier de charge avec la DMEME, a cet effet : Prévoir l'affectation sur terrain d'un (1) technicien pour le contrôle des travaux des 5 sites maraichers et une supervision mensuelle des chantiers par 1 ingénieur expérimenté de la DMEME avec la participation des autres acteurs (UCP, entreprises, OPA). Le coût de la mission devra être composé de frais mission, frais de transport et frais de communication.</p>	Consultant PM/ RAF/UCP	04/2020
<p><b>Impact du projet sur les populations les plus vulnérables</b></p> <p>Entreprendre de façon ponctuelle, des analyses différenciées pour rendre visible l'impact du projet sur les catégories de bénéficiaires les plus vulnérables</p>	RSE/UCP	06/2020
<p><b>Exécution de formation des agriculteurs OPA bénéficiaires et des agents d'encadrement agricole</b></p> <p>Au cas où les mesures de restriction face à la situation du COVID 19 continuent jusqu'en mi-Juin 2020, accélérer la formation des OPA et agents encadrement agricole à la collecte des données de pluies et à l'utilisation des informations agro météorologiques en:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduisant le nombre de personnes par formation (max 50 personnes)</li> <li>- Faisant une formation de formateurs (même de façon virtuelle)</li> </ul>	UNOPS/UCP/SODEXAM	06/2020
<p><b>Installation des pluviomètres et stations agro météorologiques</b></p> <p>Accélérer l'installation des 8 stations agro-météorologiques et des 300 pluviomètres comme signé dans la convention après la restructuration.</p>	SODEXAM/RSE/RAF	10/2020

<b>Suivi des travaux des infrastructures marchandes</b>  - Prioriser le suivi des travaux des infrastructures marchandes par le consultant en Génie Rural recruté pour la supervision et le suivi rapproché des infrastructures Hydroagricoles et infrastructures rurales (recommandation ci-dessus).  En cas d'échec, cahier de charges ( frais de mission, transport et communication) avec la DR-CLU de Worodougou et Tonkpi : Prévoir l'affectation sur chantier d'un technicien pour le contrôle des travaux par lot de travaux ou groupes de lots en fonction du nombre de sites (1 technicien-contrôleur pour la DR-CLU de Séguéla, 3 techniciens contrôleurs pour la DR-CLU de Man) ; Chaque direction régionale, doit assurer la supervision mensuelle des travaux d'infrastructures de sa zone d'action par un ingénieur expérimenté, tout en associant les autres acteurs (UCP, OPA, entreprises)	Consultant PM/UCP	12/2020
<b>Inclusion des jeunes</b>  Désagréger les données du projet par âge en vue d'assurer un meilleur suivi des actions du projet en faveur des jeunes	RSE/UCP	12/2020
<b>Accès aux intrants agricoles des producteurs intervenant sur les sites en cours d'aménagement</b>  Mettre à disposition du MINADER, les informations sur les derniers aménagements en vue d'une mise en place éventuelle d'intrants dans le cadre du programme COVID19	UCP/MINADER	12/2020
<b>Evaluation du mécanisme de reconstitution des fonds intrants</b>  Evaluer la capacité de reconstitution des fonds d'intrants, renforcer la sensibilisation des OPA et verser dans la stratégie de sortie	RSE/CSE/CPA	12/2020
<b>Capitalisation et diffusion de l'expérience de UCVOM</b>  Finaliser les appuis d'équipements prévus pour UCVOM, capitaliser et diffuser son expérience auprès des autres OPA	RSE/CSE/CPA	12/2020
<b>Appropriation et pérennisation</b>  Dans le cadre de la stratégie de sortie, renforcer la supervision des activités d'alphabétisation par le DAENF en vue d'une meilleure appropriation et pérennisation ; et assurer la mise à disposition ses différents modules issus des Curricula de formation aux relais endogènes,	UCP/DANEF	12/2020
<b>Modèle structurant avec le secteur privé</b>  Intégrer dans le contrat d'accompagnement de SANGAMI une clause de principe sur la contractualisation avec les OPA bénéficiaires du projet notamment en termes de dialogue et de négociation concernant les prix	Coordo/UCP	12/2020



<b>Suivi de l'utilisation des pluviomètres</b>  Assurer le suivi et l'accompagnement des OPA dans l'utilisation des pluviomètres.	CPA	12/2020
<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>		
<b>Renforcement des capacités des CGA</b>  Inscrire la formation des comités de gestion des aménagements (CGA) dans la stratégie de sortie	Coordo/UCP	04/2020
<b>Garantie supplémentaire pour l'octroi des crédits</b>  Organiser une rencontre avec l'UNACOOPEC, le MINNADER et le FIDA sur la question de la contribution supplémentaire exigée par l'UNACOOPEC en vue de trouver une solution soutenable par les OPA bénéficiaires	Coord/UCP	04/2020
<b>Plan d'action et suivi des contrats de prestations</b>  Faire ressortir, dans le cadre de l'évaluation de la performance des prestataires le rapport qualité-prix ou efficacité-coût	RSE/CSE	08/2020
<b>Documentation des expérience de partenariat et de collaboration</b>  Documenter et tirer les leçons des expériences de partenariat et de collaboration avec l'UNACOOPEC, la SODEXAM et la fondation SEAMAUL pour une mise à l'échelle dans les projets d'appui au développement des filières, en particulier les projets financés par le FIDAéquipements	Coordo/UCP	11/2020

<p><b>Finaliser et opérationnaliser la stratégie de sortie du projet</b></p> <p>Cette stratégie de désengagement progressif du projet doit prendre en compte les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Structuration et formation des OPA (gestion des intrants, appuis institutionnels et économiques, commercialisation)</li> <li>:             <ul style="list-style-type: none"> <li>o Explorer le paysage des institutions de la profession agricole (organisations faitières des producteurs, interprofessions, plateformes d'OP/OSC en appui à l'agriculture familiale) pour trouver des axes de collaboration propices à la pérennisation des acquis.</li> </ul> </li> <li>- Accès aux services financiers (Bancarisation, accès au crédit, nantissement des équipements, capacité de remboursement des crédits...)</li> <li>- Gestion durable des équipements et infrastructures marchandes</li> <li>- Valorisation des sites aménagés livrés en fin de projet (accès au intrants, appui technique...)</li> <li>- Evaluation des prestations du MINEF (Projet Flanc des Montagnes et Projet Muraille Verte)             <ul style="list-style-type: none"> <li>o Diligenter la régularisation des factures aux prix réels tels que mentionnés dans chaque convention de reboisement.</li> </ul> </li> <li>- Installation des stations agro-météorologiques et des pluviomètres Diligenter l'installation des 8 stations agro-météorologiques et 300 pluviomètres restants</li> <li>- Suivi de l'utilisation des pluviomètres             <ul style="list-style-type: none"> <li>o Assurer le suivi et l'accompagnement des OPA dans l'utilisation des pluviomètres.</li> </ul> </li> <li>- Engagement des partenaires publics, parapublics et privés à poursuivre les services d'encadrements et formation</li> </ul>	Coordo/UCP	12/2020
<p><b>Documentation des leçons apprises</b></p> <p>Générer des leçons (malgré les difficultés de performance rencontrée) qui seront prises en considération ou appliquées dans le cadre de nouvelles conception de de projet ou programme en faisant ressortir la situation d'urgence comme le COVID-19</p>	Coordo/UCP	12/2020
<b>Gestion du projet</b>		
<p><b>Mesure des effets</b></p> <p>Accélère le processus de recrutement des consultants en charge de la réalisation des enquêtes finales d'effets (indicateurs du CL) et d'impact (SYGRI) ainsi que la réalisation des études thématiques</p>	RSE/CSE	08/2019

<b>Paramétrage du logiciel comptable</b>  Insérer dans le logiciel comptable un plan d'action de mise en œuvre du Projet basé sur la désagrégation des domaines en activités, ce qui permettra d'élaborer les PTBA sur la base d'une liste prédéterminé et fixe d'activités codifiées sur lesquelles les dépenses pourront être imputées	Coord. / RSE / RAF	01/2020
<b>Confirmation des données collectées par les prestataires de services</b>  Réaliser des missions de terrain pour certifier est attesté les données incohérentes collectées par les prestataires de services	RSE/CSE	04/2020
<b>Plan d'action pour la capitalisation</b>  Capitaliser les bonnes pratiques relevées dans le cadre de l'accompagnement des OPA, à savoir l'expérience des OPA qui arrivent à fonctionner en rendant quelques services leurs membres (OPA de niveau de maturité supérieur ou égal à 2) ; (ii) l'expérience des acteurs au centre des deux modèles structurants : l'UCVOM et SANGAMI. Le cas de UCVOM devrait être bien analysé et documenté pour inspiration locale et nationale. La démarche à adopter pour la capitalisation pourrait être la suivante : (i) Revue historique de la création et de l'évolution de UCVOM ; (iii) Etat des lieux de son organisation et du fonctionnement (gouvernance, gestion) de ses services aux producteurs (appui production, appui transformation, commercialisation groupée, etc.) ; (iii) Perspectives et vision de l'UCVOM en terme de croissance et d'objectif poursuivi (cela pourrait jeter les bases d'un futur appui dans le cadre d'autres projets, y compris FIDA	Chargé des OPA/UCP	06/2020
<b>Capitaliser l'expérience avec l'UNACOOPEC</b>  Capitaliser l'expérience de l'UNACOOPEC pour une mise à l'échelle nationale	Chargé des OPA/UCP	07/2020
<b>Mécanisme de fonds équipements et intrants</b>  Capitaliser le mécanisme de constitution des fonds équipements et le mécanisme de reconstitution de fonds intrants des OPA	RSE/CSE/CPA	07/2020
<b>Mécanisme de fonds équipements et intrants</b>  Capitaliser le mécanisme de constitution des fonds équipements et le mécanisme de reconstitution de fonds intrants des OPA	RSE/CSE/CPA	07/2020
<b>Gestion et exécution financière</b>		

<b>Creation d'un comité d'approbation dans le cadre des fonds intrants</b>  Instaurer un comité pluridisciplinaire et requérir l'ANO du FIDA sur sa composition, pour examiner et approuver les montants à octroyer à chaque bénéficiaire désigné par le CRC sur les fonds intrants.	COORDO/SFR	01/2018
<b>Préparer une DRF sur le Prêt/Don FIDA et sur le Don ASAP</b>	RAF/Comptable	06/2018
<b>Acquérir une version multi sites permettant aux CAFM dans les antennes et aux Assistants Comptables au niveau de l'UCP de faire des saisies et au RAF d'avoir la possibilité d'exploiter la base de données comptable à partir de son poste.</b>	Coordonnateur/RAF	06/2018
<b>Installation UCP au niveau d'une antenne</b>  Après la clôture du projet PROPACOM, envisager la possibilité d'installer l'UCP à Man ou à Séguéla, avec une antenne dans l'autre localité.	COORDO/RAF	09/2018
<b>Transmettre au FIDA le PTBA 2019 du PROPACOM OUEST au plus tard le 31/10/2018</b>	RAF/Coordonnateur	10/2018
<b>Carnets de bord véhicules</b>  Améliorer des carnets de bords des véhicules	RAF/ Comptable	11/2018
<b>Système de Perdiem</b>  Retourner à l'ancien système de perdiem 30 000 CFA par jour du au non-respect des conditions contenues dans le memorandum.	FIDA, Gouvernement	11/2018
<b>Dossiers relatifs aux missions du personnel.</b>  Traiter avec rigueur des dossiers relatif aux missions du personnel.	Coordonnateur, RAF	11/2018
<b>Imputations a tort.de 38 406 402 CFA</b>  Régulariser le montant de 38 406 402 CFA des imputations a tort.	RAF / Comptable	11/2018
<b>pièces justificatives des DRFs.</b>  Contrôler rigoureusement des pièces justificatives avant leur soumission en DRF.	RAF / Comptable	11/2018
<b>Justificatifs des avances octroyées aux partenaires.</b>  Assurer la remontée dans les délais les justificatifs des avances octroyées aux partenaires.	RAF/CAFM	11/2018
<b>Fiche de congés</b>  Renseigner les fiches de congés.	RAF / Comptable	11/2018

<b>Dossiers du personnel</b> Mettre à jour les dossiers du personnel.	RAF, Assistant Comptable	11/2018
<b>Contributions des bénéficiaires</b> Évaluer et comptabiliser systématiquement les contributions des bénéficiaires	RAF/CAFM	03/2019
<b>Respect des procédures de gestion du carburant</b> Respecter le manuel de procédure pour ce qui est de la gestion des cartes de carburant	Coordonnateur/RAF	03/2019
<b>Pièces justificatives des 15.5 Millions de CFA de carburant</b> Produire les pièces justification des 15.5 Millions de CFA de carburant	RAF/comptable	03/2019
<b>Pièces justifiant 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement.</b> Produire les pièces justification des 53 075 980 CFA déjà présentés en remboursement.	RAF / Comptable	03/2019
<b>Re-paramétrage de TOMPRO</b> Re-paramétrer le tableau de bord Tom2 afin de produire l'exécution du PTBA en temps réel.	RAF / Comptable	03/2019
<b>Responsable passation des marchés.</b> Recruter un Responsable passation des marchés.	Coordonnateur, RAF	03/2019
<b>Utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie</b> Vérifier l'utilisation des fonds reçus dans le compte de contrepartie totalisant XOF 100 millions inscrits dans le budget de l'Etat.	RAF/ Auditeur Externe	06/2019
<b>Rapport Financier intérimaire</b> Etablir le Rapport Financier Intérimaire suivant la périodicité prévue dans la LTB	RAF	07/2019
<b>Conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission</b> Assurer la conformité aux règles de gestion du Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptables (MPAFC) en matière de rédaction et de diffusion des rapports de mission	Coordonnatrice	10/2019

<b>Gestion du carburant</b>  Réconcilier mensuellement le volume de carburant acheté, les prises de carburant, et l'objet de l'utilisation du carburant pris, avant une nouvelle acquisition	Coord./RAF	10/2019
<b>Mise en place d'un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations</b>  Mettre en place un outil de suivi consolidé de toutes les recommandations formulées à l'intention du PROPACOM OUEST quelle que soit la source, afin de s'assurer plus facilement de leur mise en œuvre	RAF	10/2019
<b>Vérifier la qualité et la quantité des biens et services livrés avant paiement</b>  Assurer que (i) les biens et services, dont la livraison doit être faite directement aux bénéficiaires, sont livrés en quantité et en qualité avant le paiement, (ii) les biens et services, dont la livraison doit être faite à une entité autre que les bénéficiaires, sont effectivement remis aux bénéficiaires et mis en état d'utilisation	Coord./RAF	10/2019
<b>Signature des rapprochements bancaires</b>  Signer (par la Coordonnatrice) les états de réconciliation des opérations bancaires	Coordonnatrice	10/2019
<b>Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires en cas de nouvelle convention</b>  Ajuster le montant des fonds avancés aux partenaires aux profil des besoins de trésorerie des activités des futures conventions et utiliser les possibilités de payer directement (méthode de paiement direct) les factures des entreprises avec lesquelles le partenaire a conclu un contrat dans le cadre de la convention	Coord./RAF	10/2019
<b>Budget 2019</b>  Élaborer un Budget 2019 réaliste pour en faire un outil efficace de prévisions des réalisations à produire pour les bénéficiaires, en tenant compte de l'expérience dans l'exécution des PTBA des années antérieures	Coord./RAF	10/2019
<b>Renforcer l'équipe de gestion financière par un personnel temporaire</b>  Faire assister l'équipe de gestion financière par des ressources humaines temporaires (stagiaire, consultant) pour les activités qui n'exigent pas une compétence technique élevée, au besoin	Coordonnatrice/RAF	11/2019

<b>Plan de trésorerie pour 2020</b>  Élaborer, pour 2020, un plan de trésorerie en fixant des dates de décaissements basées sur des déclencheurs de décaissement (ordre de service pour une avance de démarrage, date de livraison pour le paiement des équipements ou intrants...).	Coordo. / RAF	12/2019
<b>Valoriser les contributions en nature de l'État</b>  Valoriser les contributions en nature de l'État (électricité, eau, terrain...) avant arrêté des états financiers 2019.	Coord./RAF	12/2019
<b>Definition des délais d'exécution pour chaque activité et regles de gestion et procédures d'explication des écarts budgétaires</b>  Définir (i) les délais d'exécution pour chaque activité de l'élaboration du budget, et (ii) les règles de gestion et la procédure pour expliquer les écarts budgétaires éventuels et prendre une action de correction	Coord./RAF	12/2019
<b>Transmission arrêté du MINADER</b>  Transmettre l'arrêté du MINADER fixant le montant des indemnités des membres de la Cellule SE au FIDA	Coordonnateur	04/2020
<b>Frais de prestations de BNETD</b>  Conditionner le décaissement de la dernière tranche des frais de prestations de BNETD (Avenants 1 et 2) avec la justification complète des fonds mis à sa disposition pour la réalisation des infrastructures	Coord/ SAF	04/2020
<b>Missions de terrain auprès des COOPEC</b>  Effectuer des missions de terrain auprès des COOPEC pour afin de vérifier l'utilisation effective et la subvention d'équipement	RAF/Comptable	04/2020
<b>Justification des avances aux partenaires</b>  Proposer aux Structures Partenaires une procédure de justification mensuelle des dépenses réalisées	Coordonnateur/RAF	04/2020
<b>Methodes d'avances de fonds aux structures en charge de l'Alphabétisation fonctionnelle</b>  Effectuer désormais les avances de fonds à justifier aux structures en charge de l'Alphabétisation fonctionnelle à partir de plans d'actions budgétisés en lieu et place de la méthode forfaitaire appliquée actuellement	RAF	04/2020
<b>Plan de depenses et plan de recouvrement des avances initiales</b>  Proposer au FIDA un plan de des dépenses jusqu'à la clôture sur les Comptes Désignés et un plan de recouvrement des avances initiales	Coordonnateur/RAF	04/2020

<b>Analyses mensuelles des dispenses de fonctionnement</b>  Effectuer des analyses mensuelles des dépenses de fonctionnement afin d'effectuer des ajustements allant dans le sens de contenir les charges récurrentes et améliorer l'efficacité	Cord/RAF	06/2020
<b>Plan de dépense trimestriel sur la catégorie « Fonctionnement, Indemnités et Salaires »</b>  Etablir trimestriellement un plan de dépense sur la catégorie « Fonctionnement, Indemnités et Salaires » par rubrique budgétaire (à transmettre au FIDA pour ANO), avec des objectifs de dépenses à ne pas dépasser	Cord/RAF	06/2020
<b>Proposition d'allocation</b>  Proposer de porter l'allocation amendée de la catégorie Biens, Services, Intrants et Dons & Subventions, respectivement à 1,645 millions DTS pour le Prêt/Don FIDA et 815.000 DTS sur le Don ASAP	FIDA	06/2020
<b>Enregistrements comptables des taxes concédées par le Gouvernement</b>  Mettre à jour dans les enregistrements comptables, les taxes concédées par le Gouvernement, notamment sur les marchés d'infrastructures	RAF/Comptable	06/2020
<b>Réviser la programmation budgétaire de l'Etat</b>  Réviser la programmation budgétaire de l'Etat de 100 millions FCFA afin de prendre en compte (a) la dépense d'intrants de 20,6 millions FCFA ; (b) les dotations de carburant de l'Assistant Comptable et le Contrôleur Financier (non prévu sur les fonds de contrepartie du PROPACOM OUEST)	MINADER Représentant de l'Emprunteur Coordonnateur	06/2020
<b>Suspension des décaissements des Fonds de Contrepartie sur le Projet PROPACOM</b>  Suspendre les décaissements de Fonds de Contrepartie sur le Projet PROPACOM, qui a été clôturé le 31/12/2018	Représentant de l'Emprunteur/ Coordonnateur	06/2020
<b>Services d'entretien et fourniture de bureau</b>  Faire figurer dans le PPM tous les contrats d'entretien des véhicules, du parc informatique et de fourniture de bureau.	Consultant RP	12/2020
<b>Archivage</b>  Revoir l'archivage des dossiers liés à la passation des marchés afin de permettre une traçabilité des processus mis en œuvre et faciliter les revues et/ou audit en regroupant en un seul classeur toute la documentation d'un processus.	RAF/Consultant MP	12/2020



<b>Composition du comité d'évaluation interne</b>  Faire intervenir autant que faire se peut l'assistant du suivi-évaluation à Man pour pallier aux retards constatés dans l'évaluation des offres pour non disponibilité du RSE, Président du comité d'évaluation dans les délais afin d'améliorer la diligence dans le fonctionnement du comité interne de passation	Coordo	12/2020
<b>Contrat d'entretien</b>  Faire figurer dans le PPM, tous les contrats d'entretien des véhicules, du parc informatique et de fourniture de bureau.	Consultant PM	12/2020
<b>Formulaire sur la corruption et la fraude</b>  Utiliser de façon systématique, les formulaires sur la corruption et la fraude dans les processus engagés au niveau du programme (documents rendus disponibles par la mission)	Consultant RP	12/2020
<b>Contenu de la demande de cotation</b>  Dans les lettres et processus sur demande de cotation : - Ne pas divulguer dans la lettre de demande de cotation les noms, adresse et contacts téléphonique des membres du comité de sélection. Par contre, il faut indiquer les noms et adresses des autres prestataires consultés pour la transparence. - Indiquer le minimum de qualification requise pour être admissible en dehors du prix. - Adresser des lettres de remerciement autant que faire se peut pour la transparence. - Ne plus examiner 1 ou 2 offres dans le cadre de ce mode de passation car la procédure veut que le minimum soit 3 offres.	Coordo/Consultant MP	12/2020
<b>Corriger le PTBA 2018 révisé dans le logiciel comptable</b>	RAF/Comptable	
<b>Re-equilibrage taux d'exécution</b>  "Inverser la tendance du projet par une hausse des taux d'exécution sur les composantes techniques et une baisse des dépenses sur la composante Coordination/Gestion. date limite immédiat"	COORDO/RAF	
<b>Affectation d'un caissier</b>  "Demander au Ministère des Finances de nommer un caissier qui sera affecté au PROPACOM-OUEST pour encaisser tous les chèques destinés aux paiements en espèces pour les ateliers et les menues dépenses. date limite immédiat"	COORDO / AC/ MINADER	

<b>Gestion des fonds versés aux partenaires</b>  "Appliquer les modalités suivantes pour la gestion des fonds versés aux partenaires : double signature sur un compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM-OUEST ; Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA ; Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires ; Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers. date limite immédiat"	RAF	
<b>Classement contrats</b>  "Classer l'exemplaire original du contrat OP/Antenne/IF avec les ordres de paiement en sus des listes de bénéficiaires et des montants correspondants date limite immédiat"	COPA/SFR	
<b>Convention BNEDT</b>  "Corriger, dans l'avenant de la convention avec le BNEDT, les libellés des rubriques correspondant aux budgets de 32 000 000 F et 134 880 000 F en faisant la répartition entre les honoraires et les frais de gestion sur les travaux pour PROPACOM Ouest. date limite immédiat"	COORDO/RAF	
<b>Assurer que les bénéficiaires ne signent l'ordre de paiement qu'au moment de la réception des intrants chimiques à leur niveau.</b>	COORDO/SFR	
<b>Budget UNACOOPEC 2</b>  "Préciser le contenu du rapport financier mensuel à fournir par l'UNACOOPEC, y compris la production de l'état de rapprochement du compte dédié accompagné du relevé bancaire. date limite immédiat"	SFR/RAF	
<b>Gestion du compte d'opération</b>  "Adresser un courrier à la BNI indiquant que dorénavant, les Bordereaux de confirmation des paiements (chèques et virements) seront signés conjointement par l'AC et le Coordonnateur, dans l'attente d'une solution durable en cours de discussion avec les ministères concernés. En cas d'absence du coordonnateur, la co-signature du bordereau de confirmation sera faite par le RAF. date limite immédiat"	COORDO/AC	

<p><b>Convention SODEXAM</b></p> <p>"SODEXAM doit accélérer la mise en œuvre de la convention signée avec le Projet et mettre en œuvre les recommandations de la mission précédente relative à la gestion des fonds versés par le projet date limite immédiat"</p>	COORDO/RAF	
<p><b>Budget UNACOOPEC</b></p> <p>Redéfinir le budget afférent aux 452 millions versés à l'UNACOOPEC afin de l'ajuster à un calendrier d'exécution basé sur la réalité des besoins des campagnes de 2017 à 2019. date limite immédiat</p>	COORDO/SFR	
<p><b>Ecritures comptables relatives aux DPD</b></p> <p>"Corriger les écritures comptables relatives aux avances pour les DPD afin de les imputer à des comptes de tiers et pour permettre une meilleure appréciation du taux de réalisation financière basée sur les réceptions et facturations. date limite immédiat et continu"</p>	RAF/ CPT (Comptable)	



Investir dans les populations rurales

## **Côte d'Ivoire**

---

### **Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion**

### **Rapport de supervision**

### **Cadre logique du projet**

Dates de mission: 20 avril 2020 au 30 avril 2020

Date du document: 29/07/2020

Identifiant du projet 1100001590

Numéro du rapport: 5465-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion

### Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée Projet d'envergure regionale.	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										Stabilité socio-économique du pays
	Membres des ménages		8 813	50 743		44 345	87.4				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							enquête SYGRI, SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales			
	Ménages	0	1 259	7 249		6 335	87.4				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							enquête SYGRI, SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales			
	Femmes	0		3 447		3 063	88.9				
	Hommes	0		3 802		3 272	86.1				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			7 249		6 335	87.4				
	Membres des ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets du changement climatique										
	Femmes			5 000							
	Hommes			7 500							
	Membres des ménages			12 500							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif du projet</b> Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Bere	Insuffisance pondérale							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Garçons	8	6								
	Filles	6	5								
	Malnutrition chronique							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Garçons	44	39								
	Filles	39	37								
	Malnutrition sévère ou aigue							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Garçons	18	18								
	Filles	17	16								
	Indice d'accumulation des biens des ménages							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Femmes chefs des ménages les plus pauvres	13	21								
	Femmes chefs des ménages pauvres	9	17								
	Femmes chefs des ménages moyennement pauvres	8	9								
	Femmes chefs des ménages riches	11	6								

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes chefs des ménages très riches	4	3								
	Personnes entre 15 et 24 ans sachant lire							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Hommes	37	23								
	Femmes	17	11								
	Ménages souffrant de disette							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Première disette	92	91								
	Deuxième disette	1	0.2								
	Ménages ayant accès à l'eau potable							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Households	75	70								
	Ménages ayant accès à des moyens d'assainissement sûrs							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Households	1	3								
	Taux d'alphabétisation							enquêtes de référence, ENV, Enquêtes PAM/UNICEF/PNUD, statistiques nationales			
	Hommes	32	10								
	Femmes	14	4								



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif de développement</b> Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées, à des services financiers formels et aux marchés. ASAP: accroître la résilience des écosystèmes et des petites exploitations agricoles au changement climatique	Ménages au dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passent de x à y							Enquête SYGRI, SE du PNIA, Rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales			Stabilité socio-économique du pays
	Households	92	91								
	Ménages bénéficiant de services d'information climatique (nouveaux ou améliorés)							Enquête SYGRI, SE du PNIA, Rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales			
	Ménages	0	200	2 000							
<b>Effet direct</b> Les OPA sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	OPA de maturité 1 assistées passant au niveau 2							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	OPA	15		25							
	OPA de maturité 2 assistées passant au niveau 3							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	OPA	19		0							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Organisations de producteurs ruraux soutenue	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	Organisations de producteurs ruraux soutenues		147	280		280	100				
	2.1.4 Producteurs ruraux soutenus qui sont membres d'une organisation de producteurs ruraux										
	Nombre total de personnes			7 249		6 512	89.8				
	Hommes			3 802		3 359.6	88.4				
	Femmes			3 447		3 152.4	91.5				
	<b>Effet direct</b> L'accès aux facteurs de production, l'application des technologies de GDTE et d'agriculture de conservation améliorent la résilience et la production	1.2.2 Ménages déclarant l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux/améliorés							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages		
			50	50							
Particuliers participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique											
Total				4 000							
Augmentation volumes production							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages				
Riz pluvial			200	4 200							
Riz bas-fonds			0	1 192							
Mais pluvial			183	9 000	252.83	4 982.2				55.4	
Manioc			3 400	24 000	1 655.41	9 279.7				38.7	

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Produits maraîchers		0	100	0.7	0.7	0.7				
<b>Produit</b> Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement, mécanisation des travaux agricoles)	1.1.3 Producteurs ruraux ayant accès aux facteurs de production et/ou aux paquets technologiques							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Femmes		0	3 447		3 042	88.3				
	Hommes			3 802		2 961	77.9				
	Producterus ruraux			7 249		6 003	82.8				
<b>Produit</b> Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Nombre total de présences aux sessions de formation					5 660					
	Hommes formés à la production végétale		609	3 562		2 849	80				
	Femmes formées à la production végétale		369	3 287		2 811	85.5				
	Personnes formées à la production végétale		489	6 849		5 660	82.6				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Des itinéraires techniques résilients au changement climatique sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes	Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Superficie de terre			502							
<b>Produit</b> Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole	1.1.5 Personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Nombre total d'accès aux services financiers				7	866					
	Femmes-accès services financiers en zones rurales-épargne			442	1	241	54.5				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-épargne			442	0	267	60.4				
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-crédit			850	3	148	17.4				
	Femmes - accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			1 512	3	210	13.9				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes ayant accès-services financiers dans les zones rurales-épargne			884	1	508	57.5				
	Personnes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			2 362	6	358	15.2				
	Volume octrois de crédit des IMF partenaires destiné au secteur agricole							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			
	Volume octrois de crédit		500		2.59						
<b>Effet direct</b> Les conditions de production sont améliorées en tenant compte des risques climatiques et d'adaptation au changement climatique.											
<b>Produit</b> Des infrastructures améliorent les conditions de production et tiennent compte des risques climatiques	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							SE du PNIA, rapport évaluation impact mi-parcours et fin projet, statistiques nationales, rapports prestataires, rapports SE, RMP, PV réception ouvrages			Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement, Prestataires de services de qualité disponibles
	Superficie en hectares			254.4	9.8	15.8	6.2				
<b>Effet direct</b> La production est valorisée et mieux mise en marché	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation			40							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage			40							
<b>Produit</b> Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	Equipements mis à la disposition des OPA							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	1 décortiqueuse et 23 tricycles			24							
	14 égréneuses de maïs			14							
	9 broyeuses et 1 broyeuse semi-mécanisée			10							
	3 bâches de préséchage de sémoule, 25 bâche de séchage et 5 bascules			33	25						

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	1 unités de fabrication semi-industrielles d'attiéké, 1 unité de production de pate de manioc, 2 batterie de cuisson d'attiéké, 1 semouleur et 1 essoreur d'attiéké			6							
<b>Produit</b> Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès aux marchés	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Longueur des routes (km)			41		0	0				
	Marchés désenclavés							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Marchés			6							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							Rapports prestataires, rapports SE, Rapports OPA, Rapports ateliers autoévaluation participative, Rapports mensuels agents appui-conseil, PV réception travaux, Base données OPA, liste membres OPA, diagnostic OPA A1, A3, A5			
	Nombre total d'installations					0					
	Installations de transformation construites ou remises en état			13		0	0				
	Installations de stockage construites ou remises en état			12		0	0				





Investir dans les populations rurales

## Côte d'Ivoire

---

### Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion

#### Rapport de supervision

#### Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 20 avril 2020 au 30 avril 2020

Date du document: 29/07/2020

Identifiant du projet 1100001590

Numéro du rapport: 5465-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 15/05/2020 (USD)

Source de financement	Montant en milliers USD (Après Restructuration)	Décaissements en milliers USD au 15/05/2020	Taux de décaissement
FIDA Don/Prêt	14 600	11 456	78%
ASAP	2 700	1 885	70%
Gouvernement	3 700	2 230	60%
Bénéficiaires	0, 300	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>20 800</b>	<b>15 571</b>	<b>75%</b>

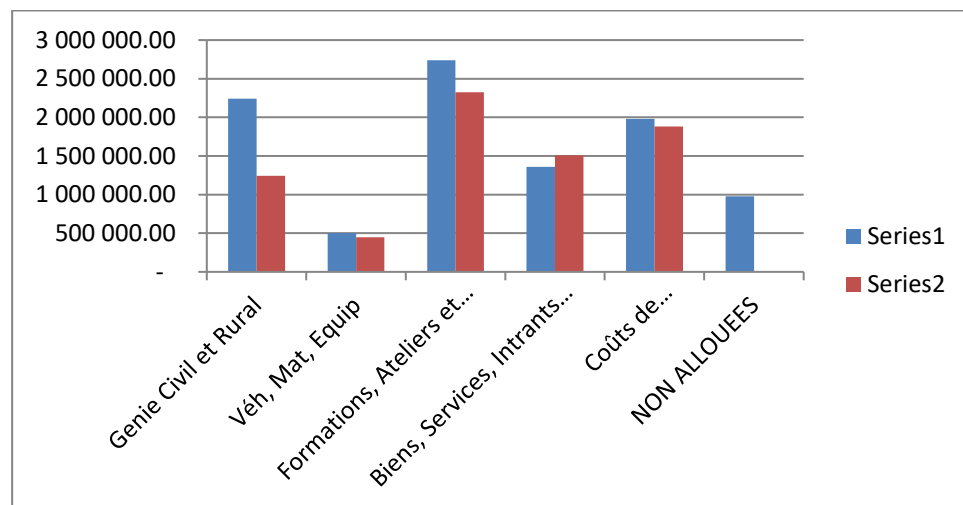
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (USD)

	Prêt/Don FIDA			Don ASAP			Gouvernement			Bénéficiaires		TOTAL		
	Allocation	réalisation	%	Allocation	réalisation	%	Allocation	réalisation	%	Allocation	réalisation	Allocation	réalisation	%
I. Works/rural engineering	3 600	1 719	48%	700	0	0%	700	51	7%			5 000	1 770	35%
II. Vehicles, Equipment and Materials	800	625	78%	400	204	51%	300	212	71%	300	0	1 800	1 040	58%
III. Training, workshops and Consultations	4 400	3 275	74%	700	349	50%	1 000	483	48%			6 100	4 107	67%
IV. Goods, services, inputs, and Grants & subsidies	2 200	2 150	98%	900	948	105%	0	108				3 100	3 206	103%
V. Operating costs, Salaries and benefits	3 200	2 671	83%	0			1 700	1 318	78%			4 900	3 989	81%
	<b>14 200</b>	<b>10 440</b>	<b>74%</b>	<b>2 700</b>	<b>1 500</b>	<b>56%</b>	<b>3 700</b>	<b>2 171</b>	<b>59%</b>	<b>300</b>	<b>0</b>	<b>20 900</b>	<b>14 112</b>	<b>68%</b>

### Appendice 5C-1: Décaissements Prêt/Don FIDA au 15/05/2020 en DTS

Description de la catégorie	Alloué	Décaissé	%	Solde disponible	DPD/DRF en Instance de paiement au FIDA *	Totaux	%
<i>MONTANT AUTORISE-COMPTE DESIGNE</i>	-	1 192 004,40	0,00	- 1 192 004,40		1 137 210,10	
<i>Génie Civil et Rural</i>	2 240 000,00	1 239 740,32	55,35	1 000 259,68	3 357,71	1 243 098,03	55,50%
<i>Véh, Mat, Equip</i>	500 000,00	447 397,34	89,48	52 602,66		447 397,34	89,48%
<i>Formations, Ateliers et Consultants</i>	2 740 000,00	2 080 295,30	75,92	659 704,70	243 707,51	2 324 002,81	84,82%
<i>Biens, Services, Intrants et Dons &amp; Subventions</i>	1 360 000,00	1 509 783,98		- 149 783,98	73,05	1 509 857,03	
<i>Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités</i>	1 980 000,00	1 782 828	90,04	197 172,04	99 377,00	1 882 204,96	95,06%
<i>NON ALLOUEES</i>	980 000,00						0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>9 800 000,00</b>	<b>8 252 049,30</b>	<b>84,20</b>	<b>567 950,70</b>	<b>346 515,26</b>	<b>8 543 770,26</b>	<b>87,18%</b>

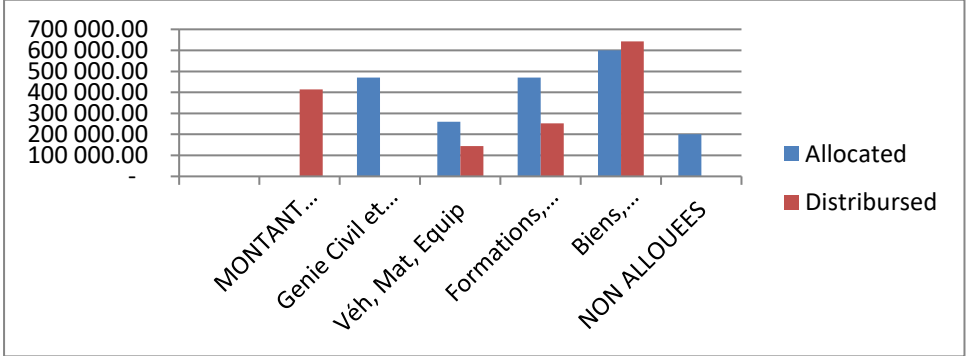
**Figure 1: Décaissement au titre du Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**



**Appendice 5C-2: Décaissements Don ASAP au 15/05/2020 en DTS**

Description de la catégorie	Alloué	Décaissé	%	Solde disponible	DPD/DRF en Instance de paiement au FIDA *	Totaux	%
MONTANT AUTORISE-COMPTE DESIGNE	-	414 369,80	0,00%	- 414 369,80		414 369,80	
Génie Civil et Rural	470 000,00		0,00%	470 000,00		-	0,00%
Véh, Mat, Equip	260 000,00	144 941,35	55,75%	115 058,65		144 941,35	55,75%
Formations, Ateliers et Consultants	470 000,00	190 637,39	0,00%	279 362,61	62 082,83	252 720,22	0,00%
Biens, Services, Intrants et Dons & Subventions	600 000,00	605 645,79	100,94%	- 5 645,79	36 399,88	642 045,67	107,01%
NON ALLOUEES	200 000,00		-	200 000,00		-	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000,00</b>	<b>1 355 594,33</b>	<b>67,78%</b>	<b>644 405,67</b>	<b>98 482,71</b>	<b>1 454 077,04</b>	<b>72,70%</b>

Décaissement au titre du Don ASAP comparaison entre les allocations initiales et révisées  
et les décaissements effectifs





Investir dans les populations rurales

## **Côte d'Ivoire**

---

### **Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 2: Avancement des activités du PTBA**

Dates de mission: 20 avril 2020 au 30 avril 2020

Date du document: 29/07/2020

Identifiant du projet 1100001590

Numéro du rapport: 5465-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes





### Annexe 1 : Progrès Physiques Mesurés comparativement au PTBA

Composante / Résultats		Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalisations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
				Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
Composante 1 : Amélioration durable de la production agricole						44,85%			3,58%			65,30%
Résultat 1: les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres						34,14%			1,38%			51,07%
	Nombre d'OPA de type Union appuyés par le projet	u	1	0	0,00%	1	0	0,00%	0	1	0,00%	
	Nombre d'OPA de type Groupement appuyés par le projet (micro projets mis en œuvre)	u	11	0	0,00%				147	158	93,04%	
	Nombre d'évaluation du niveau de maturité (initial et fin de projet) d'OP réalisés (détermination du niveau)	u	158	0	0,00%	158	0	0,00%	147	316	46,52%	
	Nombre de séances d'information et de sensibilisation des populations/bénéficiaires sur leur implication et participation dans la mise en œuvre du Projet	u							20	6	100,00%	
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en vie associative	u	1 954	1 621	82,94%				4 043	5 214	77,54%	
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en gestion administrative et financière	u	3 074	957	31,14%				1 780	5 214	34,14%	
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en Leadership et lobbying	u	332	291	87,70%				291	474	61,39%	
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en définition d'une vision et d'une mission organisationnelle	u	332	0	0,00%				0	474	0,00%	
	Nombre de membres d'OPA formés en Techniques de commercialisation		3 650	2 693	73,78%					5 214		

Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalizations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
	Nombre de membres d'OPA formés en Esprit entrepreneurial et plan d'affaires		664	0	0,00%					948	
	Nombre de membres d'OPA formés en gestion des équipements		332	478	100,00%					474	
	Nombre de personnes alphabétisées	u	45	0	0,00%	1 059	44	4,15%	940	2 000	47,00%
<b>Résultat 2: Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants , équipements/Mécanisation des travaux agricoles)</b>					63,10%			16,53%			66,97%
	Nombre de producteurs ruraux ayant accès à des intrants de production et/ou à des paquets technologiques (SYGRI)	u	520,00	711,00	100,00%	520,00	0,00	0,00%	4 683	7249	64,60%
	Répertoire des équipementiers au profit des OPA et autres acteurs des filières ciblées réalisé et diffusé	u							1,00	1,00	100,00%
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en gestion des intrants	u	51,90	0,00	0,00%				301,00	474,00	63,50%
	Nombre de dirigeants et membres d'OPA formés en gestion de l'eau	u								24,00	0,00%
	Quantité de semences R1 de maïs produites	tonne							9,23	9,23	100,00%
	Quantité de semences R1 Riz irrigué produites	tonne							2,67	2,67	100,00%
	Quantité de semences R1 Riz pluvial produites	tonne							1,88	1,88	99,84%
	Superficie de parcs à bois de manioc	ha							99,10	99,10	100,00%
	Quantité de semences R1 de Maïs distribuées	tonne	10,00	10,00	100,00%				64,32	64,32	100,00%
	Quantité de semences R1 Riz irrigué distribuées	tonne							0,00	11,60	0,00%

Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalizations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
	Quantité de semences R1 Riz pluvial distribuées	tonne							67,60	67,60	100,00%
	Nombre de boutures de manioc distribuée	u							10 710 025,00	10 710 025	100,00%
	Quantité de NPK distribué	tonne	82,35	62,35	75,71%				813,95	885,05	91,97%
	Quantité d'Urée distribué	tonne	42,30	42,30	100,00%				464,50	505,40	91,91%
	Quantité d'herbicide distribué	l	3 200,00	3 200,00	100,00%				25 253,00	26 645,00	94,78%
	Nombre de tracteurs distribués	u				4	0	0,00%	1,00	5,00	20,00%
	Nombre de motoculteurs distribués	u				5	0	0,00%	2,00	7,00	28,57%
	Nombre de batteuses-vanneuses distribuées	u				4	0	0,00%	5,00	9,00	55,56%
	Nombre de pulvérisateurs distribués	u							52,00	52,00	100,00%
	Nombre de système californien installés	u	2	2,00	100,00%	5	0,00	0,00%	2,00	10,00	20,00%
	Superficie de riz irrigué emblavée	ha							0,00	132,00	0,00%
	Superficie de riz pluvial emblavée	ha							1 159,85	1 159,85	100,00%
	Superficie de maïs emblavée	ha	400,00	400,00	100,00%				2 497,36	2 497,36	100,00%
	Superficie de manioc emblavée	ha							710,20	710,20	100,00%
	Superficie de cultures maraichères	ha	6,00	4,00	66,67%				4,00	23,00	17,39%
	Rendements du riz pluvial	tonne/ha							2,70	2,00	100,00%
	Rendements du riz irrigué	tonne/ha							0,00	5,00	0,00%
	Rendement du maïs	tonne/ha	2,00	0,00	0,00%	2,00	1,05	52,60%	4,02	2,00	100,00%
	Rendement du manioc	tonne/ha	12,00	0,00	0,00%	12,00	8,83	73,58%	8,83	12,00	73,58%
	Quantité de riz irrigué produit	tonne							0,00	660,00	0,00%
	Quantité de riz pluvial produit	tonne							1 640,28	2 319,70	70,71%
	Quantité de maïs produit	tonne	800,00	0,00	0,00%	800,00	252,83	31,60%	4 983,79	4 994,72	99,78%
	Quantité de manioc produit	tonne	8 818,50	0,00	0,00%	8 818,50	1 655,41	18,77%	12 401,41	19 564,50	63,39%
	Superficie de nouveaux bas-fonds aménagés	ha	132,00	40,00	30,30%	186,00	9,80	5,27%	49,80	232,00	21,47%

Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalizations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
	Superficie de petits périmètres maraîchers équipés de système d'irrigation	ha	6,00	6,00	100,00%	10,00	0,00	0,00%	6,00	23,00	26,09%
	Etudes technique disponibles pour les aménagements rizicoles	ha	100,00	100,00	100,00%				402,00	402,00	100,00%
	Etude d'impact environnemental et social des aménagements rizicoles disponibles	ha	100,00	100,00	100,00%				296,00	396,00	74,75%
<b>Résultat 3: Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion</b>					<b>0,00%</b>			<b>0,00%</b>			<b>81,95%</b>
	Nombre de personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production / appui conseil (SYGRI)	u	120,00	0,00	0,00%	888,00	0,00	0,00%	4 578,00	5 586,00	81,95%
<b>Résultat 4 (ASAP): Des itinéraires techniques résilients au Changement Climatique sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes</b>					<b>85,71%</b>			<b>0,00%</b>			<b>58,12%</b>
	Nombre de ménages qui bénéficient des mesures d'adaptation au CC (ASAP)	u							390,00		0,00%
	Nombre d'exploitants applicateurs de pesticides et encadreurs formés aux normes sécuritaires de l'utilisation des pesticides (ASAP)	u							92,00	92,00	100,00%
	Nombre de kits de protection (pesticides) distribuées								180,00	180,00	100,00%
	Superficie d'aménagements hydroagricoles financées sur FIDA bénéficiant de mesures de protection contre les aléas climatiques (ASAP)	ha				100,00	0,00	0,00%	0,00	100,00	0,00%
	Etudes technique disponibles pour les aménagements rizicoles (ASAP)	ha							0,00	100,00	0,00%

Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalizations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
	Etude d'impact environnemental et social des aménagements rizicoles disponibles (ASAP)	ha							0,00	105,00	0,00%
	Nombre pluviomètre installés (ASAP)	u	300	0	0,00%	230	0	0,00%	220,00	750	29,33%
	Nombre de stations climatiques et agro-météorologiques (ASAP)	u	12	12,00	100,00%				12,00	12,00	100,00%
	Superficie reboisées (ASAP)	ha				173	0,00	0,00%	229,65	402,15	57,11%
	Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse créés	u							10,00	10,00	100,00%
	Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse équipés (ASAP)	u							25,00	25,00	100,00%
	Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse formés	u							25,00	25,00	100,00%
	Superficie des terres agricoles enrichies en arbres (agroforesterie)	ha							0,00		0,00%
	Nombre de producteurs formés en agroforesterie	u							30,00	30,00	100,00%
	Nombre d'agents formés en agroforesterie	u							10,00	10,00	100,00%
	Superficie de riz pluvial emblavée	ha							0,00		0,00%
	Superficie de maïs emblavée	ha	400,00	400,00	100,00%				560,00	560,00	100,00%
	Superficie de bas-fonds emblavée	ha							0,00		0,00%
	Quantité de semences R1 de Maïs distribuées	tonne	10,00	10,00	100,00%				14,00	14,00	100,00%
	Quantité de semences R1 de riz pluvial distribuées	tonne							0,00		0,00%
	Quantité de semences R1 de riz irrigué distribuées	tonne							0,00	5,00	0,00%
	Quantité de NPK distribué	tonne	60,00	60,00	100,00%				111,20	153,16	72,60%
	Quantité d'Urée distribué	tonne	40,00	40,00	100,00%				67,20	104,15	64,52%

Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalisations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
	Quantité d'herbicide distribué	litre	3 200,00	3 200,00	100,00%				4 271,00	4 871,00	87,68%
	Etude sur la fertilité des sols disponible	u							1,00	1,00	100,00%
	Etude comparative de la fertilisation organique et chimique disponible	u							1,00	1,00	100,00%
<b>Résultat 5: Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole</b>					<b>41,31%</b>			<b>0,00%</b>			<b>68,37%</b>
	Nombre de personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales (épargne, crédit, assurance, envois de fonds, etc.) SYGRI	u	825	319	38,67%				1 083,00	3 246,00	33,36%
	Nombre OPA bénéficiaires de fonds de dotation pour l'acquisition d'intrants	u	3	3	100,00%	5	0	0,00%	109,00	114,00	95,61%
	Nombre d'OPA bénéficiaires de fonds de dotation pour l'acquisition d'équipement de production et de transformation	u	11	2	18,52%	16	0	0,00%	19,00	46,00	41,30%
	Nombre d'acteurs post-récolte privé ayant déposé une demande de crédit équipement de transformation	u							2,00	2,00	100,00%
	Nombre d'IF ayant signé des partenariats pour la gestion des fonds d'intrants et d'équipements	u							2,00	2,00	100,00%
	Nombre de dossiers de financement des OPA à travers les IF analysés et éligibles au MPR	u							26,00	26,00	100,00%
	<b>Volume octrois de crédit des IMF partenaires destiné au secteur agricole - SYGRI</b>	FCFA	173 720 479	14 000 000	8,06%	159 720 479	0	0,00%	130 912 896,00	290 633 375	45,04%
	Nombre d'agents d'IF partenaires formés dans l'exploitation et analyse des besoins de	u							16,00	16	100,00%

Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalizations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
	financement et des risques dans les filières vivrières										
	Nombre d'agences d'IF partenaires ayant bénéficié de la phase pilote du produit financier innovant e-banking	u							0,00	3,00	0,00%
Composante 2 : Valorisation et mise en marché des produits agricoles					9,82%			50,00%			33,61%
Résultat 6: Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles					19,64%			100,00%			67,21%
	Nombre de personnes formées en post-production, transformation et commercialisation (SYGRI)	personnes							70,00	70	100,00%
	Nombre de Plans d'affaire validés	u							147,00	147,00	100,00%
	Etude sur les modèles de mise en marché disponible	u							1,00	1,00	100,00%
	Nombre d'OPA ayant accès à l'information sur les marchés (SIM)	u	63	37	58,54%				37,00	158,00	23,42%
	Bâches de séchage	u				25	25	100,00%	25,00	25,00	100,00%
	Nombre d'égreneuses mécanisées de maïs distribuées	u	5	0	0,00%				9,00	14,00	64,29%
	Nombre de broyeuses et presse à manioc distribuées	u	5	1	20,00%				5,00	10,00	50,00%
	Nombre de petites unités de décorticage de riz	u	1	0	0,00%				0,00	1,00	0,00%
Résultat 7: Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché					0,00%			0,00%			0,00%
	Longueur de pistes rurales sont réhabilités	km				11	0	0,00%	0,00	41,00	0,00%
	Nombre d'aires de séchage de riz réalisées	u				5	0	0,00%	0,00	5,00	0,00%
	Nombre de magasins de stockage construits	u				12	0	0,00%	0,00	12,00	0,00%

Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalizations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
	Nombre d'abris pour unité de transformation de produits divers construits	u				13	0	0,00%	0,00	13,00	0,00%
	Nombre de marchés désenclavés	u				6	0	0,00%	0,00	6,00	0,00%
Composante 3 : Coordination, Suivi-Evaluation et gestion des Savoirs					23,81%			27,78%			67,73%
Résultat 8: Le projet est géré et suivi conformément aux procédures pour améliorer le taux d'exécution technique et financière					23,81%			27,78%			62,08%
	Nombre de CRC organisés	u							10,00	10,00	100,00%
	Nombre de COP organisé	u	1	0	0,00%	1	0	0,00%	6,00	8,00	75,00%
	Nombre d'enquêtes SYGRI réalisées	u				1	0	0,00%	2,00	3	66,67%
	Nombre d'études de références réalisées	u							1,00	1	100,00%
	Nombre d'études d'évaluation rapide des effets réalisées	u	1	0	0,00%				0,00	1,00	0,00%
	Nombre d'études thématiques réalisées	u	1	0	0,00%	1	0	0,00%	2,00	5,00	40,00%
	SSE du MINADER fonctionnel	u	1	1	100,00%	1	1	100,00%	1,00	1,00	100,00%
	Stratégie de gestion des savoirs élaborée	u	1	0	0,00%	1	0	0,00%	0,00	1,00	0,00%
	Nombre de sessions de formation sur la gestion des savoirs organisés	u							1,00	1,00	100,00%
	Nombre d'ateliers bilans organisés	u							4,00	5,00	80,00%
	Nombre de réunions de coordination organisées (3 par an)	u	3	2	66,67%	3	2	66,67%	5,00	6,00	83,33%
	Nombre de stratégie de sortie	u	1	0	0,00%				0,00	1,00	0,00%
Transversal					100,00%			0,00%			81,97%
	Population Bénéficiaire	u	2 800,00	4 977,00	100,00%	3 640,00	0,00	0,00%	41 594,00	50 743,00	81,97%
	Nombre de ménages touchés par le projet	u	400,00	711,00	100,00%	520,00	0,00	0,00%	5 942,00	7 249,00	81,97%



Composante / Résultats	Indicateur	Unité	Période / PTBA : au 31 Décembre 2019			Période / PTBA : au 31 mars 2020			Réalisations cumulées 31/03/2020 (A)	Cible projet restructuré (R)	Taux d'avancement du projet restructuré (%) - A/R
			Cible PTBA	Cible réalisée	%	Cible PTBA	Cible réalisée	%			
Total			44,62%			20,34%					62,15%



Investir dans les populations rurales

## **Côte d'Ivoire**

---

### **Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution**

Dates de mission: 20 avril 2020 au 30 avril 2020

Date du document: 29/07/2020

Identifiant du projet 1100001590

Numéro du rapport: 5465-CI

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



**APPENDICE 3**  
**RESPECT DES DISPOSITONS JURIDIQUES : ETAT D'AVANCEMENT**

**Principaux problèmes**

- Le rapport d'activités du 1er trimestre 2020 n'a pas été transmis au FIDA.
- Les États Financiers non audités de l'exercice 2019 n'ont pas été transmis au FIDA avant le 30/04/2020.
- Le Rapport Financier Intérimaire (RFI) n'est pas élaboré suivant le canevas transmis aux Projets/Programmes par le FIDA et transmis suivant la périodicité convenue dans la LTB.
- Le démarrage de la mission de terrain de l'audit des comptes 2019 est prévu le 18 mai 2020, le rapport définitif est attendu au plus tard le 15 juin 2020.